

LES CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE (2)

MINORITÉS ET IDENTITÉS SOCIALES, CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

LES CLIVAGES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

MINORITÉS ET IDENTITÉS SOCIALES, CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

SOMMAIRE

Introduction	Présentation & synthèse p.4
Fiche 1	Projection démographique : les groupes religieux dans le monde en 2050 p.7
Fiche 2	Projection démographique : les groupes religieux en Europe et en France en 2050..... p.11
Fiche 3	Religion et religiosité chez les adolescents en France (UPYC) p.15
Fiche 4	Formes du sécularisme : perceptions des adolescents en France (UPYC) p.19
Fiche 5	Qui peut se réjouir des attentats du 11 septembre ? p.23
Fiche 6	Tension islam – Occident ? (2001). Perception des « valeurs occidentales » et d'Oussama Ben Laden..... p.27
Fiche 7	Les attaques suicides peuvent-elles se justifier ? p.31
Fiche 8	Opinions sur l'État islamique - DAECH après les attentats (2015)..... p.35
Fiche 9	Mesurer la confiance après les attentats (août 2015) p.39
Fiche 10	L'État Islamique a une mauvaise image dans les pays musulmans p.43
Fiche 11	Les injustices ressenties chez les descendants d'immigrés et dans la population majoritaire p.47
Fiche 12	Les dimensions de l'attachement à l'école p.51
Fiche 13	L'école et la vision du monde : la confiance vis-à-vis de l'enseignement chez les collégiens p.55
Fiche 14	Pourquoi les adolescents justifient-ils la violence ethnique et religieuse : un effet scolaire ? p.59
Fiche 15	Les adolescents, l'obéissance à la police et la participation aux émeutes (Lyon, Grenoble)..... p.63

PRÉSENTATION & SYNTHÈSE

Sebastian Roché, directeur de recherche au CNRS, Sciences Po Grenoble.

Cette étude poursuit le travail réalisé en 2016 (voir *Les clivages dans la société française – statut socio-économique, religion, Europe et mondialisation*) et complète le panorama des tensions révélées par des résultats issus d'enquêtes réalisées au cours des dix dernières années et déjà publiées.

En tout temps et en tous lieux, les sociétés sont travaillées par des clivages. Quels sont ceux qui affectent la société française et comment les comprendre ?

En une série de fiches qui jettent une lumière directe sur certains d'entre eux, ce recueil tente sinon de résumer les tensions du moins de les objectiver par le recours à des enquêtes quantitatives.

Le dossier présente des éléments démographiques (afin de situer la France et l'Europe dans le monde), d'autres liés au rapport des personnes aux institutions en France mais aussi dans des pays en développement, et enfin aux normes partagées (qui le sont plus ou moins suivant les groupes sociaux).

Les 15 fiches présentées ici ont pour principal objet la relation de la population minoritaire jeune mais aussi adulte à la société en fonction des identités sociales (l'appartenance ethnique, la religion, la discrimination), d'une part, et également à la confiance dans les institutions (école, police) et leur rejet par la violence terroriste. Aucune relation n'est posée a priori entre ces deux termes : les fiches présentent les résultats d'un ensemble d'études commanditées par différents organismes ou projets aussi bien nationaux (enquête TeO de l'INED-INSEE, instituts de sondages) qu'internationaux (Pew, UPRC par divers universités européennes), aussi bien anciennes (remontant à 2001 pour les attentats du 11 septembre) que récentes.

Minorités religieuses et identités sociales

L'islam est la plus importante religion minoritaire en Europe, et en France (**fiches 1 et 2**). Avec les personnes a-religieuses ou athées (certaines religions ne présupposent pas l'existence d'un dieu au sens d'un être suprême) et les chrétiens, ces trois groupes représentent la quasi-totalité de la population des pays occidentaux, une réalité qu'on ne retrouve pas ailleurs où la diversité religieuse est plus forte, et l'athéisme plus limité. Au niveau mondial, il apparaît qu'à l'horizon 2050, selon Pew, les religions musulmanes (en progrès) et chrétiennes (stables) représenteront une part comparable de la population (30 %), tandis que les sans religion déclinent (13 %). En France, à ce même horizon, les chrétiens voient leur part diminuer (43 %), les athées progresser (44 %), et les musulmans aussi mais loin derrière (11 %).

La particularité de l'islam par rapport au catholicisme en France, chez les adolescents, tient à l'importance subjective qu'ils accordent à leur religion (**fiche 3**). Près de 83% d'entre eux la jugent très importante dans leur vie quotidienne contre 22% des catholiques. On comprend mieux la lumière de cette étude le poids de l'islam dans l'espace public et les tendances présentées par Pew en Europe : les groupes à faible religiosité transmettent mal leur foi d'une génération à l'autre. D'une manière générale, la religion affecte peu l'adhésion au principe de laïcité. Mais, si l'on rentre dans le détail, il apparaît que l'effet de la religion et la religiosité sur la conception de la liberté d'expression est assez marqué : les plus religieux, catholiques (32 %), et plus nettement encore s'ils sont musulmans (53 %) souhaitent l'interdiction des œuvres qui attaquent la religion, contre 16% des athées (**fiche 4**).

Jusqu'à quel point y a-t-il une distance entre la religion musulmane et la société occidentale ? Une manière de répondre à cette question, en partie, consiste à regarder les opinions des personnes mesurées au moment où les tensions ont toutes les chances d'être à leur maximum : après des attentats retentissants. Le journal *Le Monde* a commandé une étude en France auprès de la population d'origine musulmane après le 11 septembre 2001 à New York (fiches 5 et 6). Les musulmans ne se réjouissent pas pour 92 % d'entre eux (**fiche 5**). Leur opinion sur Ben Laden est très majoritairement « plutôt mauvaise » mais malgré tout, 20 % des personnes d'origine tunisienne ont une opinion « plutôt bonne » (et la moitié pour ceux d'origine algérienne), un jugement plus marqué chez les jeunes, et également chez ceux qui vont à la mosquée le vendredi et font le ramadan (**fiche 6**). L'interprétation qui fait des opinions violentes la caractéristique de croyants mais peu intégrés, c'est-à-dire qui ne pratiquent pas et se tiennent « hors

du cadre » de l'institution religieuse ne tient pas. En 2006, Pew interroge les musulmans dans des pays occidentaux sur le fait que les attaques terroristes peuvent se justifier ou non. La France fait partie des nations où l'on ne rejette le moins nettement la justification du terrorisme (le taux de justification combiné à de l'incertitude atteint 35 % contre 12 % aux États-Unis et 13 % en Allemagne) (**fiche 7**). Quatorze ans après le 11 septembre, Paris est frappé à son tour par le double attentat de 2015 contre Charlie Hebdo et une épicerie juive. Une étude réalisée par IPSOS (**fiche 8**) vérifie que les opinions sont majoritairement défavorables à DAECH (état islamique) et Al Qaeda, et dans les deux cas seuls 2 % ont une bonne image et 16% ne se prononcent pas. Il semble qu'Al Qaeda ait perdu du terrain en France. Mais, une zone d'opinion ambiguë ou hostile de 10 à 20 % persiste en France. Elle forme peut-être le terreau dans lequel des vocations vont germer. Enfin, en France toujours, la population se montre assez sceptique vis-à-vis de l'efficacité du gouvernement de les protéger (**fiche 9**). Les citoyens comptent plus sur eux-mêmes que sur leurs élites.

Au niveau mondial, Pew a interrogé en 2015, donc toujours après les attentats de Paris, les ressortissants des pays majoritairement musulmans sur leur attitude vis-à-vis de l'État islamique (**fiche 10**). Les niveaux d'adhésion ou d'incertitude, toujours minoritaires, varient suivant les pays : presque unanimement condamné par les Musulmans au Liban, l'État islamique attire nettement au Nigéria et en Malaisie. On comprend donc qu'il existe une équation nationale de l'attraction pour la violence politique chez les musulmans : elle tient à ce que signifie être musulman dans chaque pays, et non pas au seul fait d'être ou non musulman.

Les jeunes, leurs relations avec la police et l'école

Un État existe à travers les processus de légitimation, et notamment les élections, mais également la distribution de services. L'attachement à une collectivité nationale dépend ainsi des liens locaux et concrets. Quels sont les liens que les jeunes entretiennent avec les administrations que sont la police et l'école ?

Suivant l'enquête TeO qui interroge de manière rétrospective les descendants des immigrés (**fiche 11**), ils ressentent plus d'injustice à l'école dans la façon avec laquelle on s'adresse à eux, ou les sanctionne, mais ce sont toujours moins de 10 % de ces élèves qui s'en plaignent. Avant tout c'est la manière dont l'école les a orientés dans leur parcours scolaire qui les déçoit (15 % contre 5 % dans la population majoritaire). Il y a donc à l'école moins une rugosité des pratiques lors des contacts interpersonnels que le sentiment que le système est inique, sans que ce sentiment soit largement partagé d'ailleurs. Les élèves lorsqu'ils sont encore à l'école ont une vision plus mitigée (**fiche 12**) ils sont entre 60 et 70% à aimer l'école ou lui faire confiance, ce qui laisse 30 à 40 % de mécontents. Et, si l'on se focalise sur la minorité, qui est un peu moins confiante, on comprend que la religion joue un rôle (**fiche 13**) : les musulmans croient un peu plus souvent que les professeurs leur enseignent des choses fausses, et sont assez rétifs à endosser l'idée que les espèces sont le résultat de l'évolution (72 % des musulmans attachés à leur religion le croient, contre 6 % des athées). À côté des expériences interpersonnelles ou encore les punitions, une distance entre les valeurs familiales et celles de l'école est notable. Cela dit, l'expérience scolaire, même dans ce qu'elle peut avoir de stigmatisant, ne semble pas alimenter de ressentiment vis-à-vis d'autres groupes ethnico-religieux. La justification des insultes à cause d'une appartenance ethnique ou religieuse est largement rejetée (un peu plus de 80 %), et n'est pas plus fréquente dans les établissements où les minorités ethniques sont les plus concentrés comparativement à ceux qui sont mixtes ou encore ceux où la majorité est concentrée. Ce sont plutôt les incivilités à l'école qui, lorsqu'elles sont plus présentes, poussent à accepter la pratique des insultes (**fiche 14**).

À côté de l'école, une autre organisation est importante dans la socialisation des jeunes. Or, la relation des adolescents à la police est notoirement médiocre en France. La légitimité de la police se mesure par la propension à se sentir moralement obligé de lui obéir. Les contacts rugueux avec les policiers expliquent une part du phénomène de refus : plus on est contrôlé, et cela d'autant plus qu'on n'est pas impliqué dans la délinquance, plus on développe une animosité vis-à-vis des agents. Il convient d'y ajou-

ter deux autres aspects liés aux conditions de vie et à l'identité sociale (**fiche 15**). Les jeunes qui vivent dans des quartiers défavorisés, marqués par les désordres, sont nettement plus réticents à obéir. Et ceci est observable pour les jeunes de la majorité comme de la minorité. Par exemple, les jeunes sans religion sont presque trois fois plus disposés à refuser d'obéir s'ils habitent dans ces espaces (15 %) que s'ils n'y résident pas (6 %). Le phénomène se renforce chez les jeunes musulmans : dans les zones favorisées, les plus pratiquants sont 21 % à ne pas penser obéir dans tous les cas, et 43 % dans les zones défavorisées.

Conclusion : minorités et tensions

En résumé, les groupes minoritaires, qu'on les définisse ethniquement ou religieusement, se révèlent plus souvent en tension avec les sociétés d'accueil occidentales. Au niveau mondial, leur poids démographique va augmenter nettement, mais cela ne semble pas devoir être le cas en France. Depuis le 11 septembre 2001 jusqu'à aujourd'hui, les études montrent que, d'une manière générale les minorités n'ont pas de sympathie pour la violence et les organisations qui la promeuvent. Mais, elles estiment également qu'une minorité de la minorité a des sentiments de sympathie pour les groupes terroristes (Al Qaeda puis Daech-État islamique). La France est plus concernée par ce phénomène que nombre d'autres pays occidentaux. Or, ce sous-groupe représente environ 2 à 15 % d'entre eux suivant les moments et les études. Les groupes minoritaires manifestent aussi des attitudes d'hostilité vis-à-vis des valeurs de liberté ou de la science lorsqu'elles heurtent leurs convictions religieuses (liberté de la presse, théorie de l'évolution). L'intégration religieuse au sens de la pratique de sa religion tend même à augmenter la sympathie pour Al Qaeda en 2001 ou encore l'hostilité à la police en 2012. Les relations des minorités avec les organisations publiques (la police et l'école) censées produire de la cohésion par la socialisation partagée ou l'application égale de la loi contribuent à expliquer pour une part ces déclarations hostiles ou agressives : l'expérience de la discrimination se combine à celles de conditions de vie dans des quartiers défavorisés et joue négativement sur l'intégration à la société majoritaire.

Fiche 1

PROJECTION DÉMOGRAPHIQUE : LES GROUPES RELIGIEUX DANS LE MONDE EN 2050

A partir d'études et recherches recensant les populations et disposant d'informations sur leur rapport à la religion (le fait d'en avoir une ou non, et si oui indiquant quelle est la dénomination à laquelle les personnes se rattachent), une équipe pluri-disciplinaire (un démographe, un spécialiste des religions, un autre de santé publique et un dernier en modélisation, plus une pléiade d'experts nationaux afin de couvrir un grand nombre de pays dans le monde) travaillant dans le cadre des instituts PEW et TEMPLETON, a réalisé des projections de la taille et la proportion des populations dans le monde. Elle utilise des outils standards de projection démographique.

Figure n°1. « L'évolution de la population mondiale 2010-2050 suivant la religion, en milliards » (PEW-TEMPLETON, 2015).

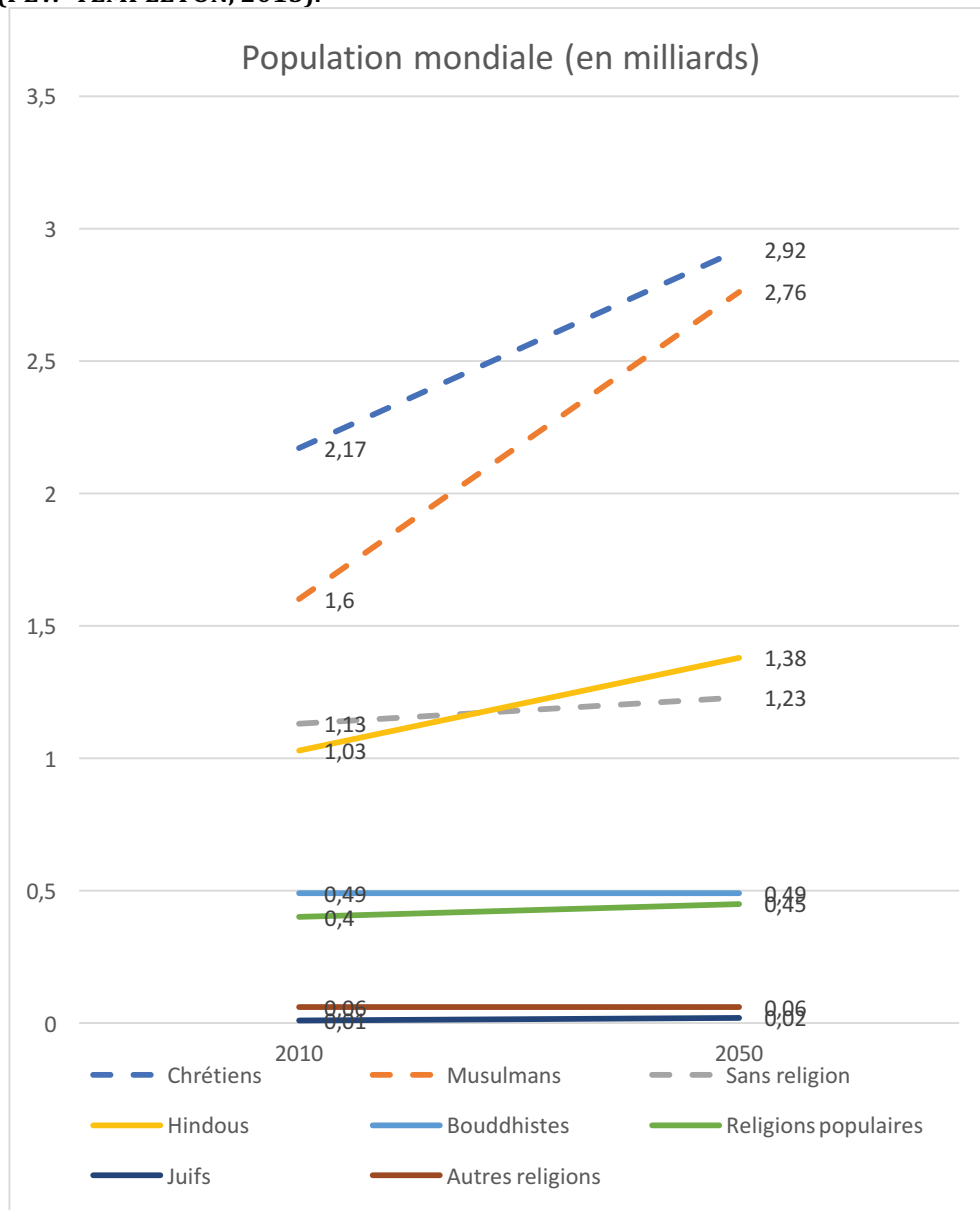
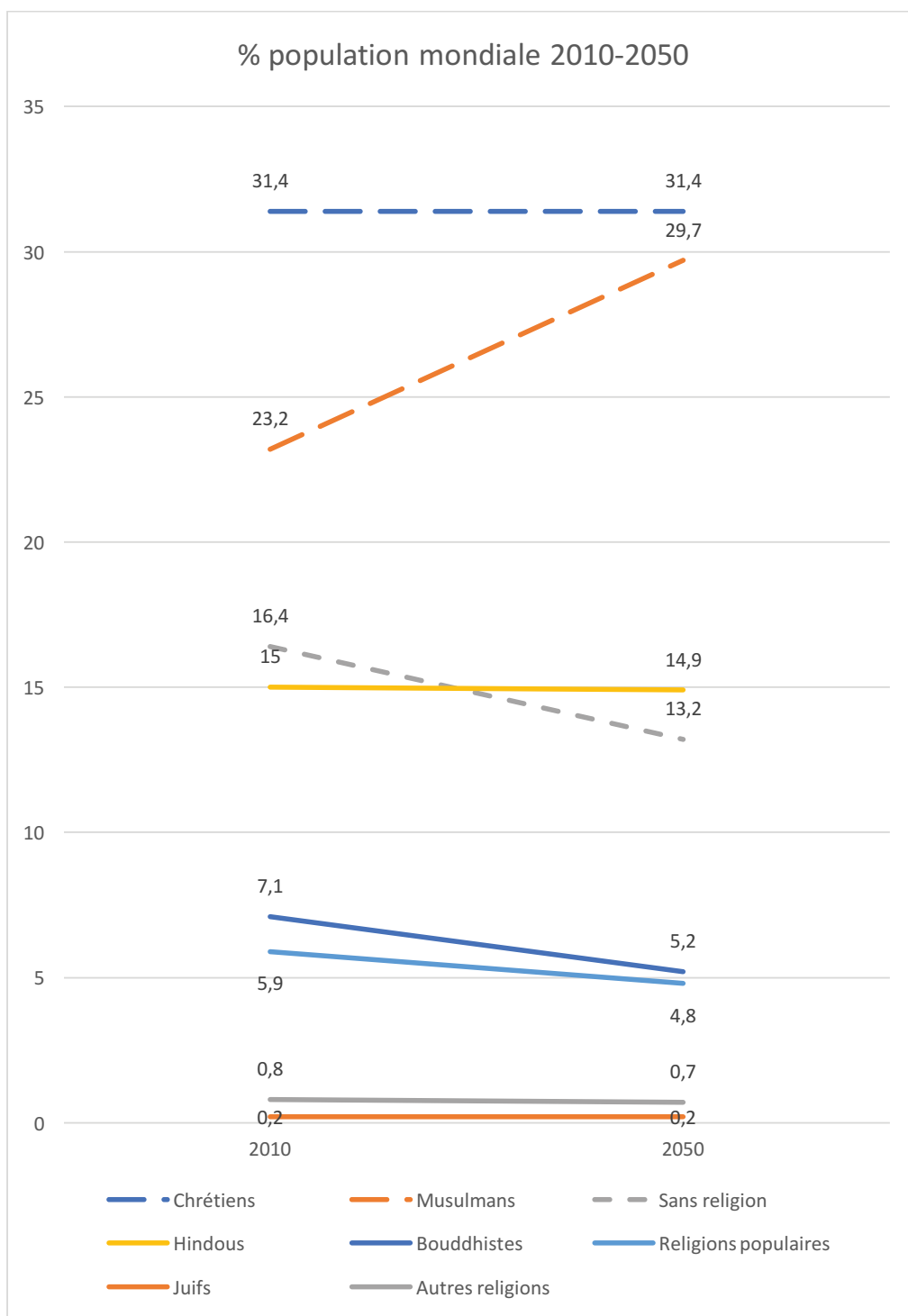


Figure n°2. « L'évolution de la population mondiale 2010-2050 suivant la religion, en % » (PEW-TEMPLETON, 2015).



Au niveau mondial (cf. figures n°1 et 2), toutes les religions sont représentées, ce qui n'est évidemment pas le cas dans chaque pays. La population mondiale étant en croissance estimée de 35%, tous les grands groupes religieux voient leur taille augmenter (par exemple les chrétiens passent de 2,17 à 2,92 milliards, les musulmans de 1,6 à 2,76 milliards, et les « sans religion » ou athées de 1,13 à 1,23 milliards), et les petits groupes tendent plutôt à stagner. On notera la place de la religion hindoue qui fait partie des quatre principaux groupes. La diversité religieuse est, démographiquement parlant, toujours la règle en 2050.

En regardant les évolutions des parts de chaque groupe, on peut avoir une idée de la dynamique et des poids relatifs en 2050. La religion chrétienne sera, en pourcentage de la population totale, toujours la principale religion en 2050, mais elle sera à un niveau presque équivalent à la religion musulmane (31,4% contre 29,7%). Si les tendances perduraient jusqu'en 2070, les musulmans seraient la première religion après cette date. La religion indoue ne voit pas part dans la population évoluer, et demeure la troisième dans le monde. Les personnes « sans religion » perdent du terrain à 13,2% (contre 16,4% aujourd'hui). Les religions moins fréquentes sont stables à l'exception du bouddhisme qui recule de 7,1 à 5,2%.

Interprétation. Les tendances s'expliquent principalement par quatre facteurs : la fertilité des femmes (leur taux de descendance final), les conversions religieuses ou irrégieuses, l'espérance de vie et les migrations. Au niveau mondial, seuls les trois premiers facteurs jouent puisqu'un individu qui se déplace d'un pays à l'autre sans changer de religion est toujours compté comme membre de la dénomination dans laquelle il s'inscrit. Le nombre total d'enfants qu'une femme a au cours de sa vie va décliner, selon la projection, de 2,5 à 2,1 en moyenne. Mais, il apparaît qu'en 2015 les musulmans ont la fertilité finale la plus élevée (3,1), devant les chrétiens (2,7), tandis que les personnes sans religion n'affichent qu'un taux plus réduit (de 1,7). La religion découlant de la socialisation familiale, cette variable explique une part de la croissance de la part des musulmans et de la décroissance des sans religions. Les conversions religieuses cumulées sur la période se font surtout en défaveur des chrétiens (-66 millions), légèrement en faveur des musulmans (+3,2 millions), mais surtout au bénéfice des athées (+61,5 millions). Ce mouvement est vrai dans les pays occidentaux (Europe, Amérique du Nord). Enfin, l'espérance de vie à la naissance augmenterait de 69 à 76 ans entre 2015 et 2050. Parmi les croyances les plus partagées, le groupe des « sans religion » a la plus longue espérance de vie (elle passe de 75 à 81 ans, +6 ans), les chrétiens sont en position intermédiaire (71 à 76 ans, +5), et les musulmans la plus courte (67 à 75 ans, +7). Les musulmans voient leur espérance de vie augmenter le plus (+7, comparée aux athées +6, et aux chrétiens +5 ans). Cumulés, ces facteurs expliquent les tendances et la place grandissante de l'islam : le groupe musulman a plus d'enfants, voit son espérance de vie progresser plus vite, conserve mieux ses fidèles et attire plus vers lui de convertis.

Références : PEW-TEMPLETON Global religious futures project.

Conrad Hackett, Marcin Stonawski, Brian J. Grim, Vegard Skirbekk, 2015, The future size of religiously affiliated and unaffiliated populations, *Demographic Research: Volume 32, Article 27 (Descriptive Findings)*.

The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050. Why Muslims Are Rising Fastest and the Unaffiliated Are Shrinking as a Share of the World's Population.

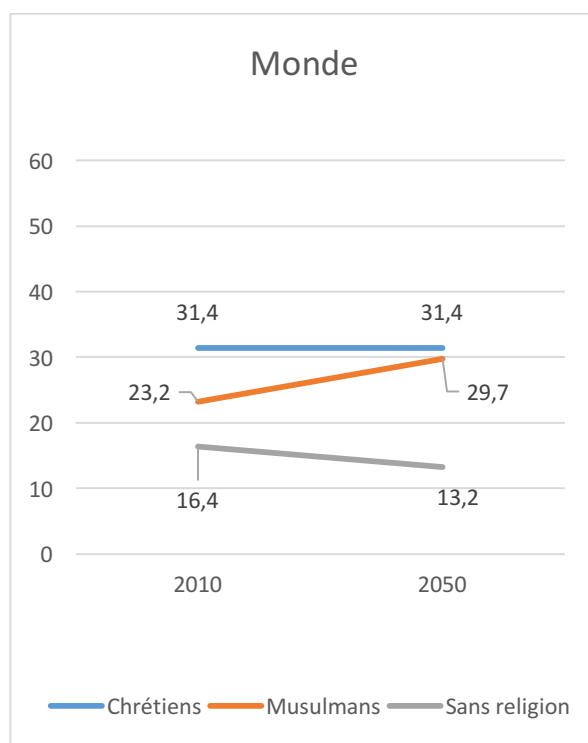
PROJECTION DÉMOGRAPHIQUE : LES GROUPES RELIGIEUX EN EUROPE ET EN FRANCE EN 2050

En France et en Europe, elle constitue un enjeu politique de premier plan. Elle est l'objet de vifs débats politiques, notamment parce que la religion musulmane en Europe est liée à l'histoire migratoire récente. Certains universitaires (comme Bernard Lewis), journalistes ou hommes politiques mettent l'accent sur les changements dans la composition ethnico-religieuse, et font des pronostics sur l'avenir de l'Europe.

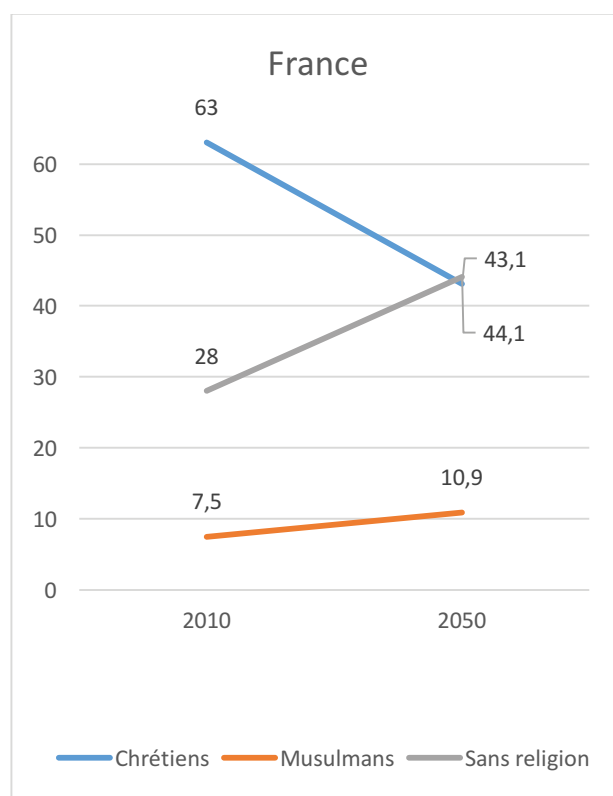
A partir d'études et recherches recensant les populations et disposant d'informations sur leur rapport à la religion (le fait d'en avoir une ou non, et si oui indiquant quelle est la dénomination auxquelles les personnes se rattachent), une équipe pluri-disciplinaire (démographe, spécialiste des religions, de santé publique et en modélisation) travaillant dans le cadre des instituts PEW et TEMPLETON, a réalisé des projections de la taille et la proportion des groupes religieux à l'aide d'outils standards de projection démographique. La place des différentes religions dans le monde a été présentée (cf. fiche n°26). Ici, nous abordons la question du point de vue régional et national (pour la France).

En retenant les trois principales croyances dans le monde en 2015 et en faisant de même en France, on remarque la spécificité du contexte national (cf. figure n°1A et 1B). En effet, tandis qu'au niveau mondial catholiques, musulmans et athées représentent un peu plus de 70% de la population, en France ils pèsent 98,5% en 2015. La diversité religieuse est donc moindre en France. Les tendances mondiales montrent une croissance rapide de l'islam qui se place presque au même niveau que le christianisme en 2050 (et au-dessus à partir de 2070), une diminution de celle des chrétiens (dont la proportion stagne) tandis que celle des sans religion régresse. Il en va tout autrement en France (cf. figure n°1B) : les chrétiens sont en perte de vitesse marquée (moins 46%) au profit des musulmans (un groupe qui progresse nettement de près d'un quart de 7,5 à 10,9%) tout en restant très minoritaire, et des « sans religion » qui deviennent le groupe principal (passant de 28 à 44,1%, soit plus d'un tiers).

Figures n°1. L'évolution de la population mondiale 2010-2050 pour les trois principales religions dans le monde (PEW, 2015).



Figures n°2. L'évolution de la population mondiale 2010-2050 pour les trois principales religions en France (PEW, 2015).



L'évolution que connaîtrait la France est marquée par la place principale occupée par les athées, mais la sécularisation se produit également dans les pays occidentaux qui sont plus religieux, et en particulier aux Etats-Unis. Ainsi, la part des chrétiens va diminuer de 78,3% à 66,4% et celle des sans religion va y augmenter nettement de 16,4 à 25,6%. Certes, la part du groupe musulman progresse de 0,9% à 2,1% (elle double même), mais reste parmi les petites minorités religieuses (contrairement à la France où elle est souvent la plus grosse minorité). Le maintien de la part des chrétiens dans la population mondiale s'explique par le rôle joué par les régions Amérique du Sud et Afrique. Alors que la plus grande partie des chrétiens était localisée en Europe au début du XXème siècle, ils sont essentiellement hors d'Europe au début du XXIème siècle. La démographie se combine à la géographie pour dessiner les relations entre groupes religieux.

Interprétation. Les conversions, la fécondité, l'espérance de vie et les migrations se combinent donc, en Europe, d'une manière particulière pour expliquer les dynamiques démographiques. Les taux de fertilité d'une religion varient énormément suivant la région qu'on observe. Ainsi les femmes sans religion en Afrique sub-saharienne ont 4,3 enfants au cours de leur vie contre 1,4 en Europe. Et les musulmans en ont 5,6 contre 2,1, les catholiques 4,5 contre 1,6. Cela dit, à l'intérieur de l'Europe, les taux favorisent l'affirmation de la part relative des musulmans. Au niveau régional toujours, la croissance de la part des musulmans en Europe s'explique en partie du fait des migrations, une variable non considérée au niveau mondial (cf. fiche n°1). Sans les migrations cumulées sur la période, PEW estime leur part en 2050 à 8,4% contre 10,2% en les incluant (+1,8%). Le même phénomène est vrai pour l'Amérique du nord à un niveau plus bas (+2,4 contre +1,4). D'après les calculs de Pew-Templeton, en Europe toujours, les migrations rognent un peu la part des chrétiens (-1,5%) et des athées (-0,7%). Les conversions cumulées dans les principaux groupes religieux en Europe montrent avant tout une désaffection des chrétiens, une tendance déjà à l'œuvre et bien connue qui était à l'origine des théories de la sécularisation dans la modernité. Entre 2010 et 2050, ils seront 23,8 millions de moins en Europe, presque exclusivement au profit des athées (+23,9 millions), tandis que les conversions chez les musulmans enregistrent aussi un solde négatif (-60.000), légèrement aspirés dans la sécularisation. La croissance de la part relative des

comprendre la dynamique des religions en France. En effet, compter les catholiques est trompeur : près de 80% ne sont pas très intéressés par la religion. Le groupe catholique pèse à valeur faciale 30%, mais son poids « religieux » une fois pondéré par l'importance de la religion est de l'ordre de 6% de la population des collégiens. Inversement, les musulmans sont un groupe plus petit, de l'ordre de 25%, mais sachant que 80% d'entre eux y sont attachés, cela représente 20% de la population des collégiens. C'est trois fois plus que les catholiques. Si ces préférences de foi sont durables dans le temps chez les personnes attachées à leur foi, elles pourraient se traduire par une capacité de mobilisation sociale et politique correspondant à ce poids démographique.

Références : « Les adolescents et la loi », UPYC-France

UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

Polis a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

Fiche 3

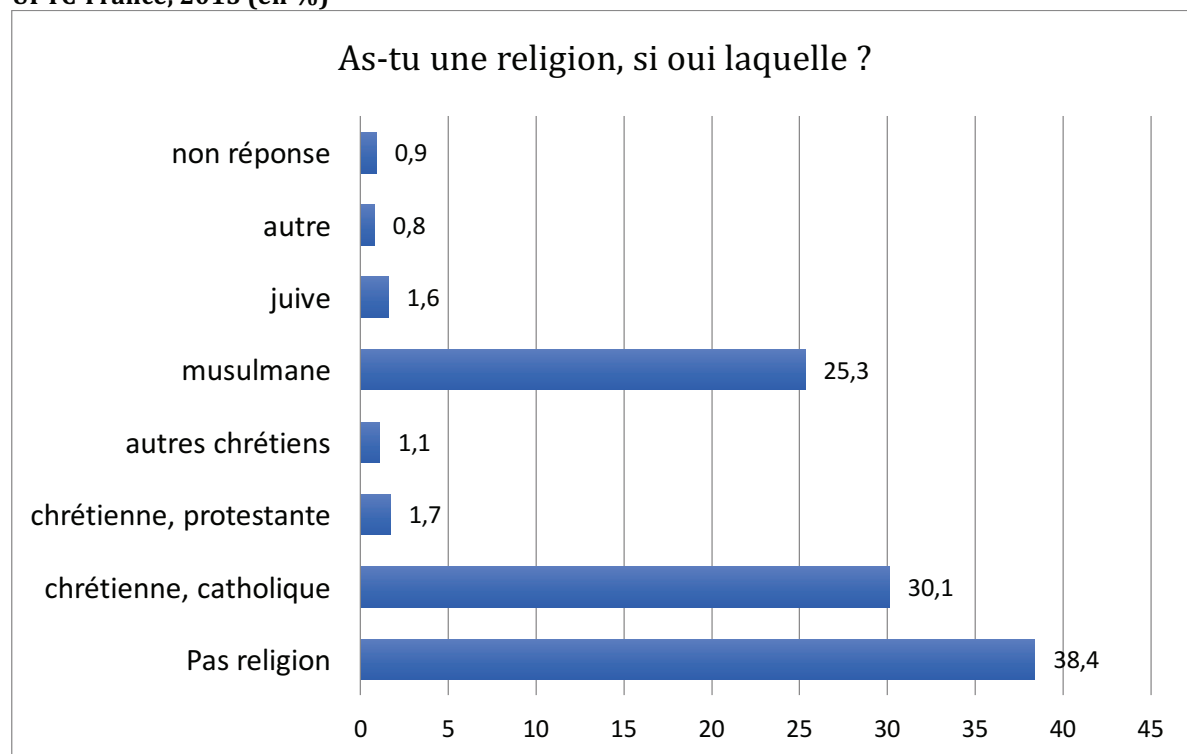
RELIGION ET RELIGIOSITÉ CHEZ LES ADOLESCENTS EN FRANCE (UPYC)

« Les adolescents et la loi » est une enquête internationale menée par les CNRS et Sciences-Po Grenoble dans des villes françaises pour comprendre les relations des adolescents avec la cité. Nommée UPYC, un acronyme tiré de son nom anglais, elle s'intéresse notamment à l'intérêt pour la politique, le vote, la délinquance, les inégalités socio-économiques, et à la religion.

Concernant la religion, l'intérêt de cette enquête tient à son échantillonnage. Alors que la plupart des enquêtes en population générale réalisées par les instituts s'appuient sur des bases fragiles pour calculer les quotas de personnes des différents cultes (puisque ces valeurs de référence n'existent pas), l'enquête procède par tirage aléatoire des classes où sont scolarisés les collégiens. Cette méthode est reconnue comme supérieure à différents points de vue. De plus, étant donné le très faible taux de refus de répondre des adolescents, les chiffres sont peu susceptibles d'être affectés d'un biais de sélection.

Les estimations nationales de la part des différentes confessions sont une information intéressante, mais étant donné que les groupes sont très inégalement répartis sur le territoire national ces valeurs ne donnent que peu d'informations sur la réalité dans chaque région ou métropole de France. L'enquête UPYC porte sur les Bouches-du-Rhône, un département qui abrite la troisième ville de France, et assez urbanisé.

Figure n°1. « As-tu une religion, si oui laquelle ? », Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)

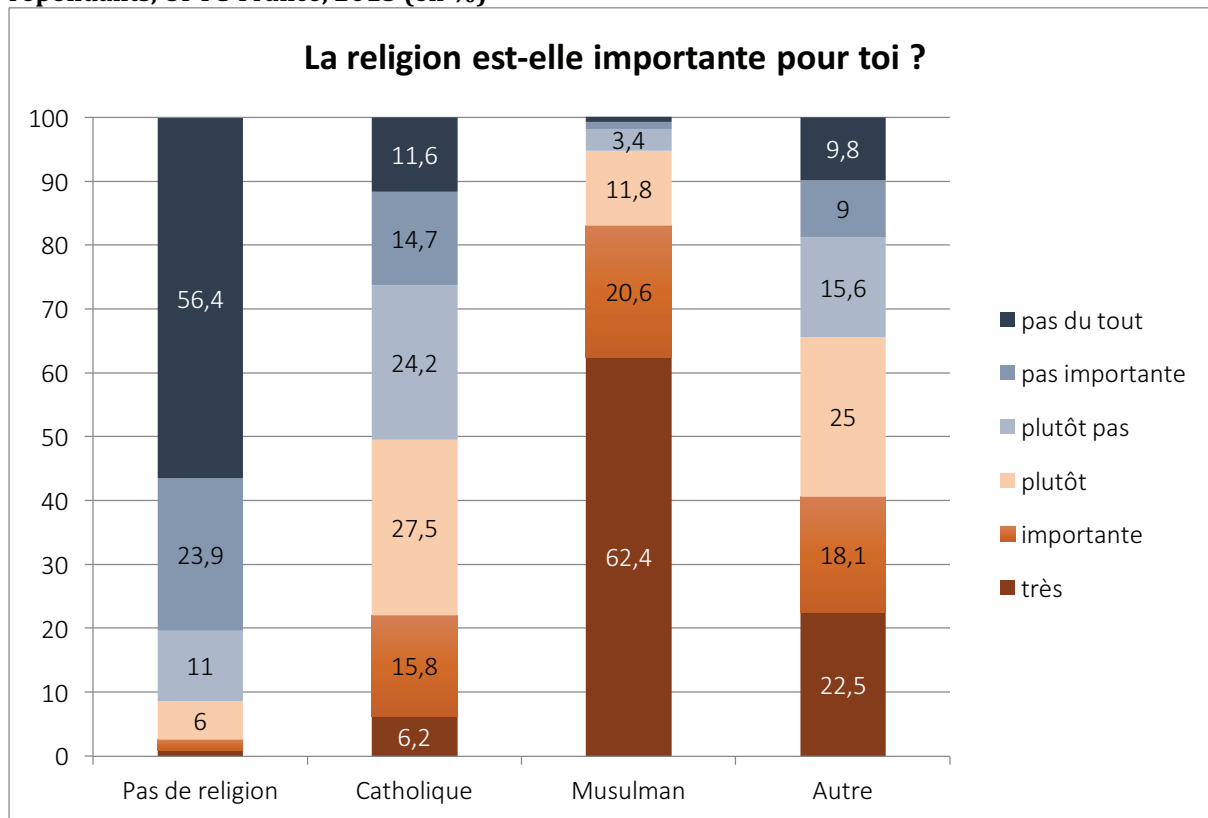


L'enquête demandait aux jeunes de répondre à la question suivante : « As-tu une religion, si oui laquelle », suivait une liste des religions. Presque tous les élèves acceptent de répondre, seuls 0,9% d'entre eux préférant s'abstenir sur cet item. Comme dans les autres régions étudiées avec une méthodologie comparable et pour une tranche d'âge proche, les adolescents en France se révèlent majoritairement athées. Il s'agit d'un point simple mais important : la question religieuse telle qu'elle se pose en France ne se tient pas uniquement entre différentes confessions, mais aussi et principalement entre ceux qui disent appartenir à une religion et ceux qui ne le disent pas. Ainsi, 38,4% des élèves interrogés n'ont pas de religion (cf. figure n°1). C'est plus que ceux qui se disent catholiques (30,1%), et qui forment la religion majoritaire,

Les chrétiens, en additionnant catholiques, protestants et autres cultes sont au total 33%. Ils sont suivis par les musulmans (25,3%). Les juifs ne pèsent qu'une petite fraction du total, ici moins de 2%.

On vérifie donc le résultat suivant lequel l'islam est bien plus présent dans les départements urbains et les grandes agglomérations que dans l'ensemble du pays. Ces taux moyens dans le département sont, à leur tour, variables suivant les espaces, et plus élevés dans les zones pauvres.

Figure n°2. « La religion est-elle importante pour toi ? », Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants, UPYC-France, 2015 (en %)



L'inscription dans un groupe de croyance est une chose, l'importance vécue par les individus de ces croyances en est une autre. Un ensemble de questions traite des différentes formes d'attachement à leur groupe de foi, et ici nous présentons une formulation simple qui synthétise l'attachement : « La religion est-elle importante pour toi ? ». Pour chaque groupe religieux, on peut observer les variations d'attachement, et elles se révèlent particulièrement marquées.

Ainsi, on ne sera pas surpris de voir que les personnes athées n'accordent pas ou pas du tout d'importance à la religion (90% sont dans ce cas). Mais on le sera peut-être en constatant que les catholiques sont seulement 22% à dire que la religion est « très importante » ou « importante » pour eux. Cela laisse 78% exprimer des réponses mitigées (plutôt, plutôt pas), ou même de déni explicite de son importance. Cette situation contraste avec l'affirmation de la valeur de leur foi pour les musulmans : 83% répondent « très importante » ou « importante ». C'est exactement une proportion inverse des catholiques. Les autres religions adoptent un profil intermédiaire : ils sont deux fois plus convaincus que les catholiques de l'importance pour eux de la religion (40,6%), mais deux fois moins que les musulmans.

Interprétation. Les enquêtes sur les adolescents en France permettent d'éclairer de deux manières les travaux de projection démographique réalisés par Pew-Templeton (cf. fiches n°1 et 2). D'une part, on comprend mieux en voyant le désintérêt pour leur religion des jeunes comment se produit le mouvement de vidange du réservoir de la part des catholiques : en règle générale, la transmission intergénérationnelle de la foi n'opère pas. Les taux de personnes « sans religion » chez les jeunes urbains en 2015 sont proches de ceux projetés pour la France en 2050 par Pew-Templeton. D'autre part, on aurait tort de s'en remettre simplement à la démographie des groupes religieux tels qu'ils dérivent des affiliations religieuses pour

comprendre la dynamique des religions en France. En effet, compter les catholiques est trompeur : près de 80% ne sont pas très intéressés par la religion. Le groupe catholique pèse à valeur faciale 30%, mais son poids « religieux » une fois pondéré par l'importance de la religion est de l'ordre de 6% de la population des collégiens. Inversement, les musulmans sont un groupe plus petit, de l'ordre de 25%, mais sachant que 80% d'entre eux y sont attachés, cela représente 20% de la population des collégiens. C'est trois fois plus que les catholiques. Si ces préférences de foi sont durables dans le temps chez les personnes attachées à leur foi, elles pourraient se traduire par une capacité de mobilisation sociale et politique correspondant à ce poids démographique.

Références : « Les adolescents et la loi », UPYC-France

UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

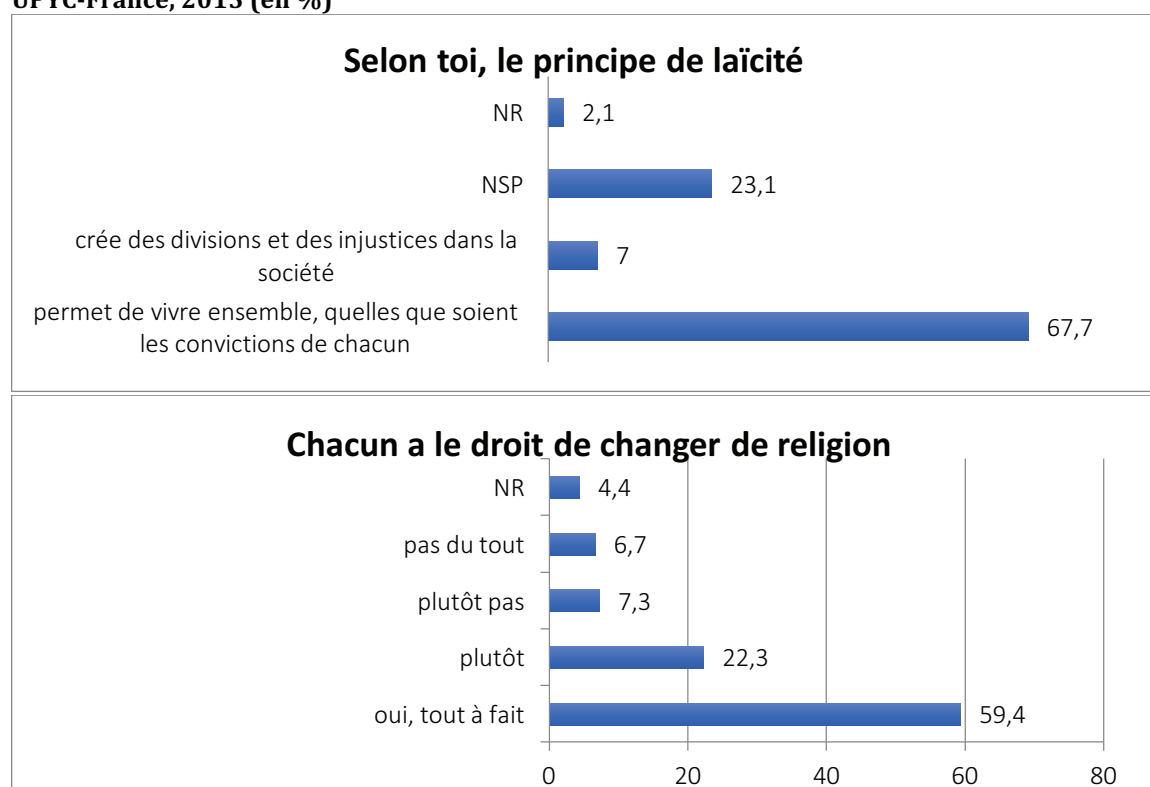
Polis a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

FORMES DU SÉCULARISME : PERCEPTIONS DES ADOLESCENTS EN FRANCE (UPYC)

Le sécularisme est la doctrine qui organise les relations entre le pouvoir politique et la religion. Il n'existe pas en réalité d'unité du sécularisme, mais des variantes nationales qui se traduisent par des configurations institutionnelles et des lois différentes d'un pays à l'autre. Selon ses interprétations, chaque sécularisme national peut être marqué par plus de distance ou au contraire plus de liens entre les deux entités. Mais comment la population elle-même comprend-elle les relations entre l'Etat et l'Eglise ? Comment les envisage-t-elle, et particulièrement les adolescents ?

« Les adolescents et la loi » est une enquête internationale menée par les CNRS et Sciences-Po Grenoble dans des villes françaises pour comprendre les relations des adolescents avec la cité. Nommée UPYC, un acronyme tiré de son nom anglais, elle s'intéresse notamment à l'intérêt pour la politique, le vote, la délinquance, les inégalités socio-économiques, et à la religion (cf. fiche n°24 pour la méthode). Elle interroge également les collégiens sur leurs perceptions de mots chargés d'une forte charge symbolique (la laïcité), et sur certaines modalités des relations entre Etat et Eglise.

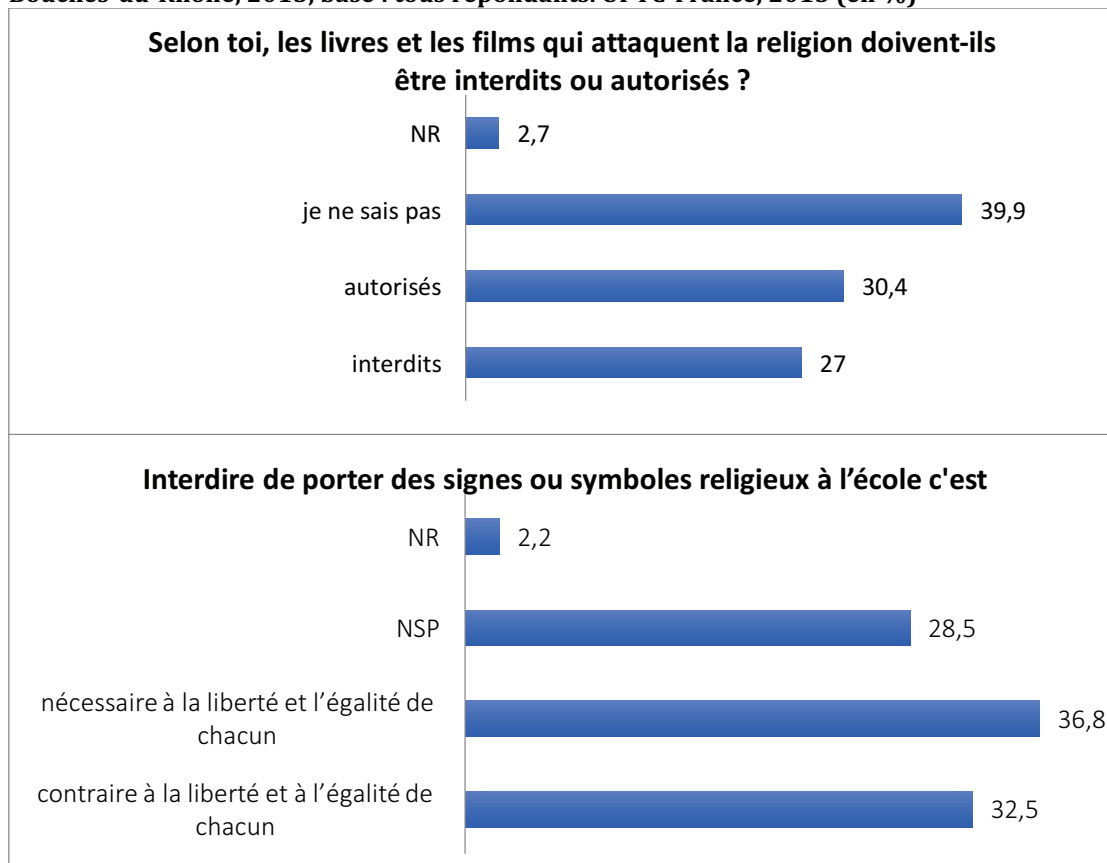
Figures n°1A et 1B. A) « Selon toi, le principe de laïcité... permet de vivre ensemble, crée des divisions », B) « chacun a le droit de changer de religion » Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



D'une manière générale, les adolescents se reconnaissent dans le terme « laïcité » (67,7%), ou encore dans l'idée que le choix de la religion doit être une affaire individuelle (81,7%). Ces principes généraux des sociétés libérales (séparation de l'Eglise et de l'Etat combiné avec le droit de croire ou ne pas croire, de se déterminer par soi-même) ne sont donc que rarement repoussés. Concernant la laïcité, on notera qu'une partie importante des jeunes marque son hésitation (23,1%), sans pour autant omettre d'y répondre (seuls 2,1% agissent ainsi).

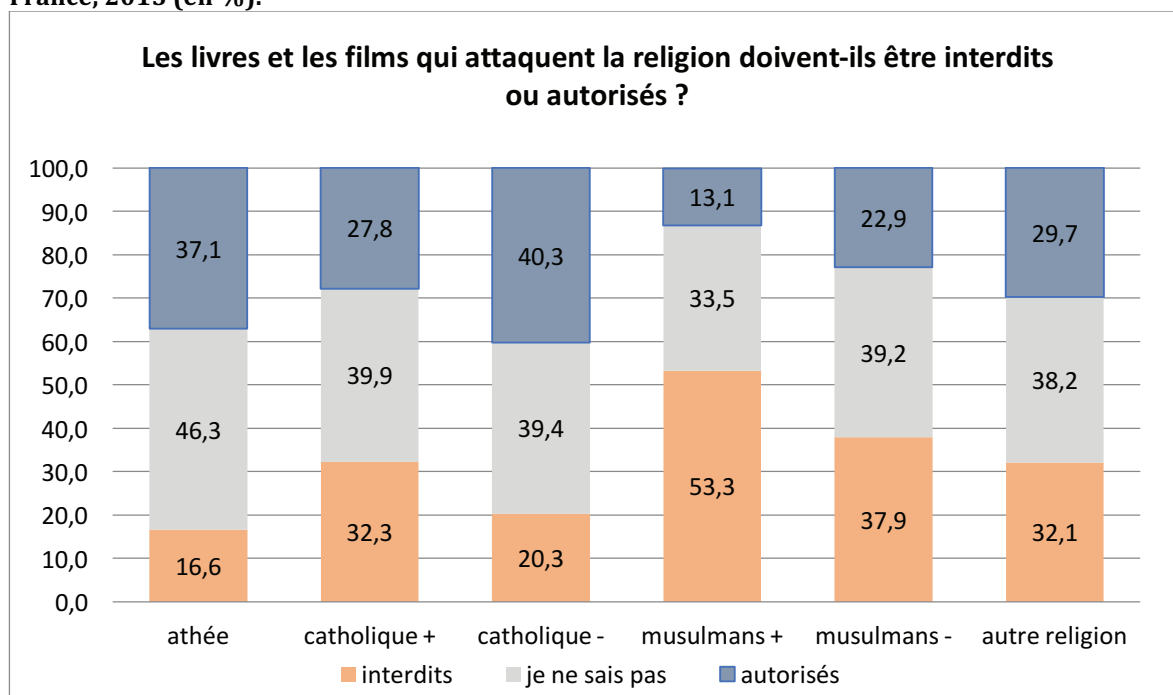
Lorsqu'on considère des formulations plus concrètes qui renvoient à des événements qui ont marqué l'actualité ou à des règles appliquées en France, comme la question du droit au blasphème compris comme une forme d'irrespect de dieu (une parole ou un discours qui outrage la divinité, la religion ou ce qui est considéré comme sacré) ou le bien-fondé de l'interdiction des symboles religieux à l'école, les avis sont beaucoup plus équilibrés entre les différentes options. Ainsi, environ un tiers des adolescents a une opinion incertaine, un peu moins lorsque cela concerne l'école et donc leur vie quotidienne (cf. figures n°2A et 2B). Entre un gros quart (27% sont pour interdire les films) et un tiers (32,5% refusent de bannir les signes religieux) rejettent les formes du sécularisme en France. Au bout du compte, on ne compte qu'environ un tiers pour approuver franchement l'autorisation du blasphème (30,4%) ou de l'interdiction des signes religieux (36,8%).

Figures n°2A et 2B. A) « Selon toi, les livres et les films qui attaquent la religion doivent-ils être interdits ou autorisés ? », B) « Interdire de porter des signes ou symboles religieux à l'école ... » Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



Ces positions des adolescents sont naturellement liées à leurs croyances personnelles suivant qu'ils sont athées ou agnostiques, sont-ils catholiques ou musulmans simples (n'accordant pas beaucoup d'importance à la religion, noté -) ou affirmés (accordant de l'importance notés +) comme on le voit à la figure n°3 sur l'exemple du blasphème. Les athées sont peu favorables à l'interdiction (16,6 %), les musulmans affirmés le sont trois fois plus (53,3 %), les catholiques occupant une position intermédiaire même s'ils sont affirmés (+), bien en retrait des musulmans (+) qui ont peu de doutes en la matière.

Figure n° 3. « Les livres et les films qui attaquent la religion doivent-ils être interdits ou autorisés ? », en fonction de l'affirmation religieuse, Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %).



Interprétation. Un accord apparent sur les notions générales utilisées pour qualifier le sécularisme existe chez les adolescents : rares sont ceux qui rejettent les idées suivant lesquelles chacun doit être libre de sa foi (rejet : 14%), la laïcité est un bon principe pour vivre ensemble (rejet : 7%). Cependant, en interrogeant les jeunes sur des aspects plus concrets comme l'interdiction des signes religieux à l'école ou l'autorisation des œuvres qui attaquent la religion on découvre qu'entre un gros quart et un tiers d'entre eux s'y opposent. De plus, on remarque que ce sont les jeunes athées qui adhèrent le plus au sécularisme « à la française » tandis que les musulmans affirmés s'y retrouvent le moins. En résumé, les symboles (laïcité, république) nous réunissent probablement moins qu'il n'y paraît à première vue, et nous sommes donc loin d'une situation de consensus dès lors qu'il s'agit des modalités pratiques du « vivre ensemble ».

Références : « Les adolescents et la loi », UPYC-France

UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

Polis a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

QUI PEUT SE RÉJOUIR DES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE ?

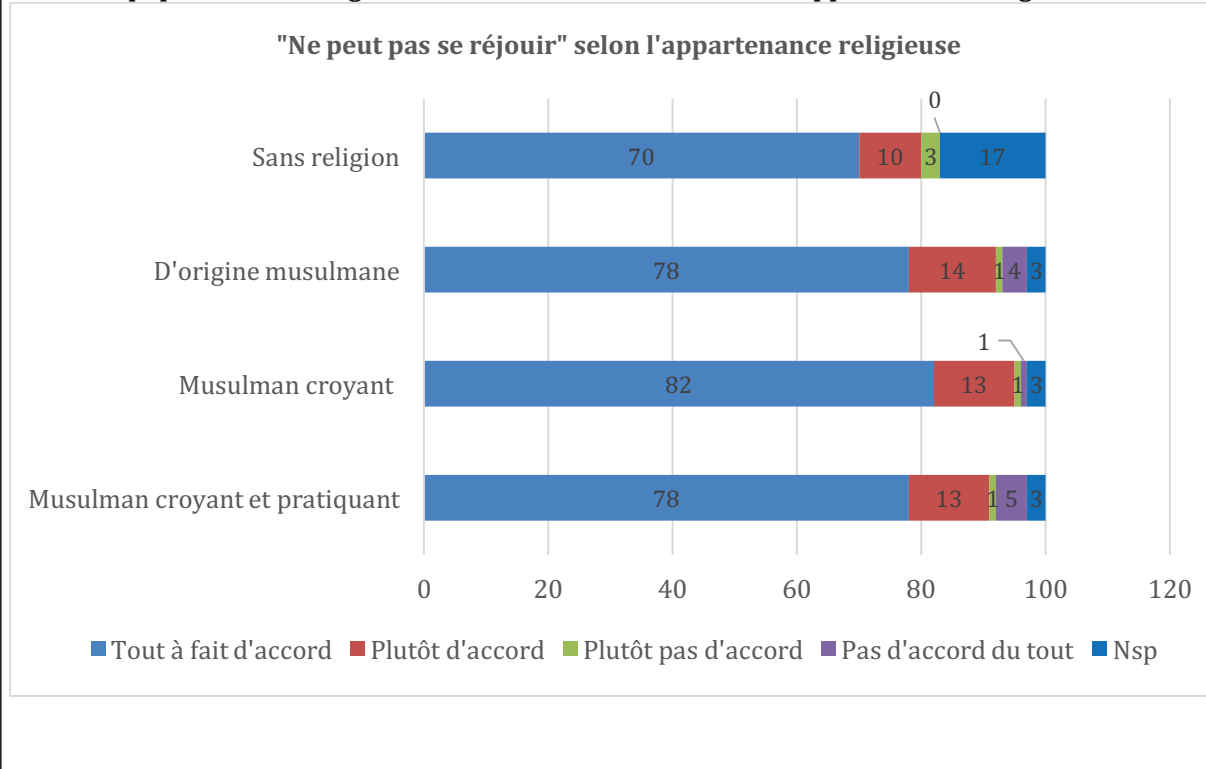
Les opinions des musulmans sur les actes terroristes ou les organisations terroristes n'ont guère été étudiées depuis les attentats de Paris en 2015 et 2016. Précédemment, en 2014, il y avait bien eu une étude européenne de ICMUnlimited (cf. fiche n°1). Mais, depuis, en dehors d'un sondage réalisé par Ipsos en 2015, la presse ne s'est guère donnée les moyens d'explorer le sujet (cf. fiche 8). On ne confondra évidemment pas ce type d'interrogation avec celle qui porte sur le « fondamentalisme » ou « la laïcité », pour laquelle on trouve des études récurrentes, que ce soit sur la population générale ou bien musulmane (voir par exemple le sondage Ifop pour l'Institut Montaigne publié en septembre 2016).

Le Monde s'était pourtant intéressé à de telles opinions en 2001 après les attentats du 11 septembre, peut-être parce que le sujet était jugé moins délicat qu'aujourd'hui : à l'époque, les attentats de masse n'avaient pas été tentés et réussis sur le sol national. Le journal avait commandé un sondage sur la manière dont la « population d'origine musulmane » française percevait les attentats. Qu'y apprend-on ?

La question posée est libellée ainsi : « Je vais vous citer plusieurs opinions à propos des attentats survenu aux Etats-Unis. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout » : « Un musulman ne peut se réjouir de tels attentats car l'islam condamne ce type d'actes ». Les résultats montrent un rejet total à 79%, plutôt un rejet à 13% (total rejet : 92%), et le rejet de la proposition est de 1% (plutôt pas) tandis que 3% refusent de dire qu'un musulman ne peut pas se réjouir (total 4%), chiffres auxquels s'ajoutent 4% de non réponses. Il ne fait aucun doute que le rejet des attentats est massif. Mais, évidemment, le petit pourcentage qui n'a pas que de l'antipathie forme malgré tout 4 %.

Lorsqu'on observe les variations de ces opinions suivant « l'appartenance religieuse », deux résultats apparaissent (cf. figure n°1). Les personnes sans religion se sentent le moins à même de se prononcer (17% ne le font pas). Et, l'appartenance religieuse ne semble guère peser dans la formulation d'un jugement sur les attentats. Plus que les simples croyants (2%), les musulmans qui se définissent comme « croyants et pratiquants » sont les plus nombreux à affirmer qu'on peut se réjouir (6 %). Mais, ce pourcentage est très semblable aux personnes qui se disent « d'origine musulmane » (5%).

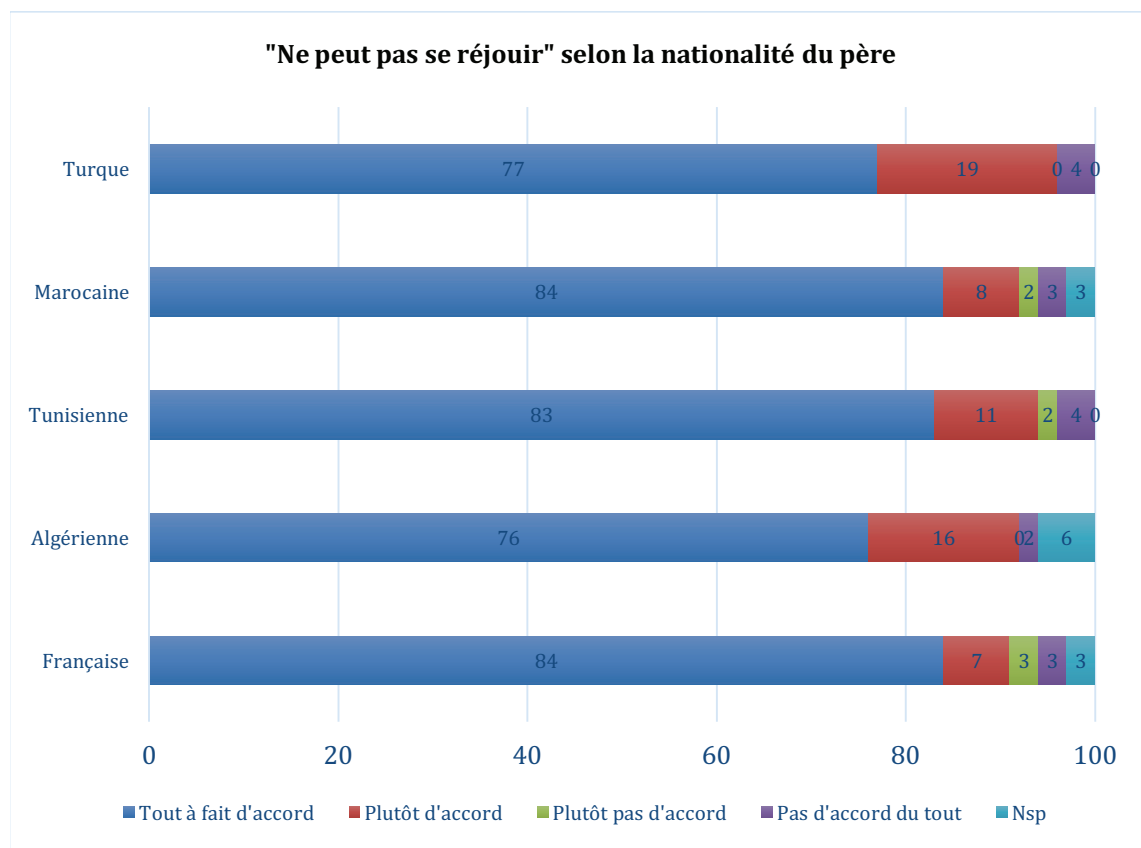
Figure n°1. « Un musulman ne peut se réjouir de tels attentats car l'islam condamne ce type d'actes », population « d'origine musulmane » selon la force de l'appartenance religieuse, en 2001



Un autre petit contraste est celui qui sépare, parmi les musulmans, les croyants (2%) de ceux qui pratiquent (6%). Mais, suivant les questions qui sont retenues ensuite pour mesurer la pratique, le fait d'aller à la mosquée le vendredi de manière habituelle (oui, non), ou bien le fait de jeûner durant le Ramadan (tout le Ramadan, quelques jours, n'avoir pas jeûné), les résultats sont inversés. Les répondants qui vont prier habituellement sont 8% à penser possible de se réjouir contre 4 % de ceux qui n'y vont pas. Mais, cet écart ne se manifeste pas suivant l'observance du jeûne. Et, si l'on considère ceux qui refusent absolument l'idée de se réjouir (« tout à fait d'accord »), le chiffre est de 80 % chez les plus observants et seulement 75 % chez ceux qui n'ont pas jeûné. Bref, on peut penser que la pratique collective à la mosquée est associée à un peu plus de sympathie pour le terrorisme en action, mais que la pratique individuelle ou familiale (jeûne) est associée avec un peu moins de sympathie. Mais, la taille de l'échantillon ne permet aucune certitude quant à la réalité de ces écarts.

Bref, en 2001 en France, l'importance de la foi et/ou de la pratique pour les personnes d'origine musulmane ne conditionne pas leurs opinions de manière claire. C'est, en soi, un résultat notable. Il est assez difficile de trouver des facteurs socio-économiques ou religieux qui font varier notablement les opinions des répondants. En matière de niveau de diplôme, ce sont les personnes d'origine musulmane qui n'ont « jamais suivi d'études » (pas même au primaire) qui se détachent très légèrement des autres : 75% seulement disent être « tout à fait d'accord » avec l'idée qu'on ne peut pas se réjouir contre 80% dès qu'ils ont au moins une instruction primaire. Ce sont plus nettement les jeunes qui (16-24 ans) sont disposés un peu plus souvent à se réjouir (8% contre 3% après 25 ans et jusqu'à 54 ans, 5% après 55 ans).

Figure n°2. « Un musulman ne peut se réjouir de tels attentats car l'islam condamne ce type d'actes », population « d'origine musulmane » selon la nationalité du père, en 2001.



L'étude commandée par *Le Monde* permet de repérer une petite différence suivant les pays d'origine mesurée par la nationalité du père. Le père peut ainsi être français, algérien, tunisien, marocain ou turc (il n'y a pas de catégorie « autre », curieusement). L'adhésion la plus franche au refus de se réjouir (« tout-à-fait ») est la plus marquée chez les répondants dont le père est français (84%) ou marocain (84%), puis tunisien (83%). Une légère différence se marque lorsque le père est turc (77%) et algérien (76%). Au total,

entre les deux groupes les plus opposés on trouve 8 points de pourcentage de différence. Et si l'on compare la somme des pourcentages (tout-à-fait + plutôt), l'écart est de 5 points.

Avoir un père originaire d'un pays et en garder la nationalité sont deux choses distinctes, pour une part. La nationalité du répondant se révèle jouer un petit rôle sur l'opinion. Ceux qui n'écartent pas l'idée de se réjouir sont plutôt les Tunisiens (9%), devant les Marocains (5%) et Turcs et les Algériens (4%) et enfin les Français (2%). Adopter la nationalité française est probablement lié à la durée de résidence, or on observe que les répondants qui sont en France depuis au moins dix ans sont les plus prompts à se distancier du terrorisme.

Interprétation. L'expression de sympathie ou d'antipathie lors d'un attentat est une bonne occasion pour tester la force des références et appartenances à des groupes sociaux ou religieux. L'analyse d'un des rares sondages disposant d'un échantillon de musulmans à cette époque permet de montrer que le fait de se définir comme musulman croyant, ou même croyant et pratiquant, n'a guère d'effet sur la sympathie pour le terrorisme en actes. Cependant les plus jeunes y sont légèrement moins opposés. Les mesures de différentes pratiques religieuses n'ont pas plus d'effet clair. Les origines géographiques des parents des répondants n'influencent guère les opinions, la nationalité à peine plus (les tunisiens étant un peu moins empathiques). L'absence de différence marquée entre les personnes originaires Afrique du Nord et de Turquie suggère que la référence à l'histoire de l'influence française est une piste douteuse pour expliquer les antagonismes inter-groupes (musulmans versus occidentaux) en 2001. L'absence de clivage marqué par les origines nationales est intéressante. On a entendu souvent l'idée que le passé colonial de certains pays aurait alimenté un ressentiment par rapport à la France en particulier, mais aussi envers l'Occident en général, dont les Etats-Unis sont l'étendard (et le porte avion). Ici, rien de tel ne se manifeste. L'ancienne colonie ne se distingue que très peu des ex-protectorats français. Et tous ces pays ne se distinguent pas de la Turquie, qui n'a jamais été sous l'autorité française directe (le siège d'Antep qui aura duré six mois précède la signature du traité de paix d'Angora en 1921 et l'abandon des ambitions françaises).

La question de sondage

La question posée est libellée ainsi : « Je vais vous citer plusieurs opinions à propos des attentats survenus aux Etats-Unis. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout » : « Un musulman ne peut se réjouir de tels attentats car l'islam condamne ce type d'actes ».

Méthodologie du sondage

L'Ifop a réalisé ce sondage pour le journal Le Monde en septembre 2001. Il est composé de deux sondages. Ici, nous n'avons utilisé que celui portant sur la population d'origine musulmane.

Le premier échantillon est constitué de 940 personnes, et représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes, les 27 et 28 septembre 2001.

Le deuxième échantillon est constitué de 548 personnes âgées de 16 ans et plus qui ont déclaré appartenir à une famille d'origine musulmane, habitant en France. Il n'existe pas de données permettant de construire, à proprement parler, un échantillon par quotas de cette population. L'IFOP a déterminé, à partir des statistiques de l'INSEE sur l'immigration en France des quotas indicatifs (sexe, âge, profession) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu en face à face du 22 au 25 septembre 2001.

Attention : Les personnes « d'origine musulmane » qui se disent « musulman croyant » sont 42% et musulman croyant et pratiquant 36 %, uniquement « d'origine musulmane » 16%. Les personnes qui n'ont « pas de religion » sont seulement 5% (soit n=26).

Fiche 6

TENSION ISLAM – OCCIDENT ? (2001) PERCEPTION DES « VALEURS OCCIDENTALES » ET D'OUSSAMA BEN LADEN

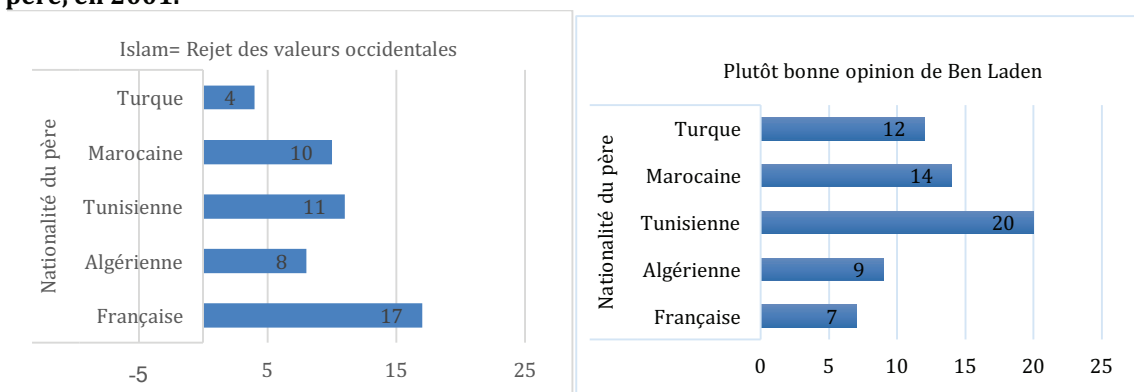
Le Monde s'est intéressé aux opinions sur le soutien moral au terrorisme en 2001 après les attentats du 11 septembre (cf. fiche n°16). Le sondage comporte également des indications sur la perception du « rejet des valeurs occidentales » par l'islam, et sur la perception d'Oussama Ben Laden.

Comme on peut s'y attendre, la perception d'un islam associé au « rejet des valeurs occidentales » est fréquente dans la population française générale, mais n'est pas aggravée par les attentats du 11 septembre (51% en 1994, 46% en 2001). L'opinion de la « population d'origine musulmane » fait une bien moindre place à l'idée qui fait correspondre islam et rejet de l'occident, laquelle évolue parallèlement à celle de la population générale, et diminue après les attaques : 17% en 1994 et 9% en 2001. Ce n'est donc pas le moindre des paradoxes que de voir l'idée d'un rejet de l'Occident par l'islam s'affaïsser après que le terrorisme islamique a frappé les Etats-Unis.

L'idée que l'islam rejette les valeurs occidentales est peu répandue, dans la « population d'origine musulmane », et s'explique mal par des variables comme le sexe ou l'âge. Les plus importants facteurs sont liés à la religiosité et aux pays d'origine. Ainsi, les répondants dont le père est français sont 17% à voir un tel antagonisme, contre seulement 8% lorsqu'il est algérien ou même 4% lorsqu'il est turc (cf. figure n°1A).

La Turquie en 2001 incarne un modèle d'Etat autoritaire (sous l'emprise de l'armée) occidentalisé et laïc (de religion administrée par l'Etat), un terme qui existe dans la langue turque, bien que dans une société de culture et de religion musulmane. Il est donc peu surprenant que l'origine turque des répondants exprime plus souvent le caractère miscible de l'occident et de l'islam. Avoir un père issu d'un pays d'Afrique augmente la tension ressentie entre islam et occident. Mais ceux qui l'expriment le plus sont les détenteurs d'un passeport français. Ce marqueur de l'intégration politique souligne l'existence d'un probable processus de distanciation avec l'islam.

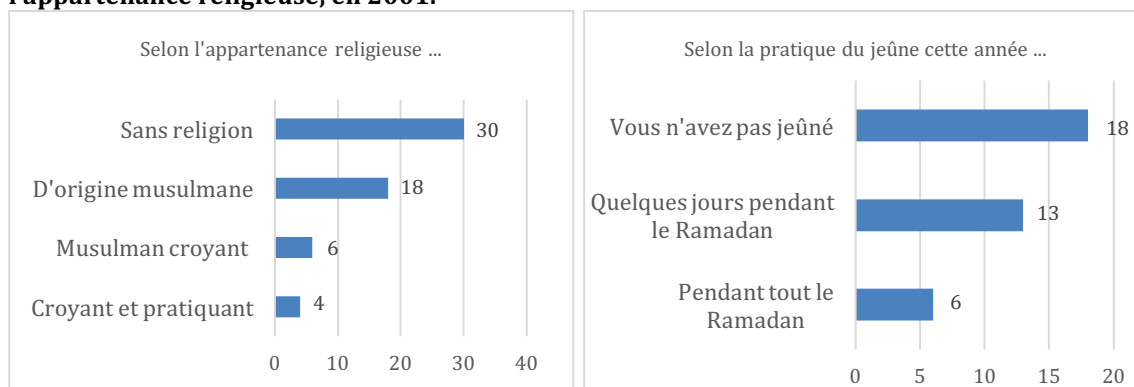
Figures n°1A et 1B. L'islam est associé au « rejet des valeurs occidentales » (1A), « plutôt bonne opinion » d'Oussama Ben Laden (1B), population « d'origine musulmane » selon la nationalité du père, en 2001.



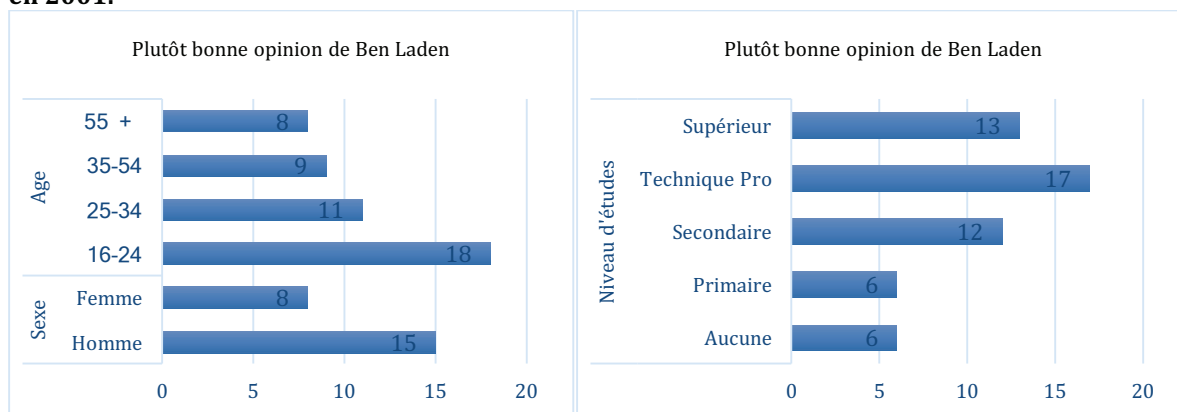
L'appartenance religieuse et la pratique religieuse ont un effet assez marqué sur le couple islam-occident (cf. figures n°2A et 2B). Il apparaît que les musulmans qui affirment une faible intégration à leur religion se distinguent des plus intégrés. Ainsi, l'on observe que plus on est distant de la religion, plus on ressent la tension, et le pourcentage croit depuis ceux qui indiquent « pratiquer et croire » (4% seulement reconnaissent la tension) plutôt que « croire » (6%) ou simplement reconnaître une origine musulmane (18%), voir ne pas se reconnaître dans une religion (30% reconnaissent la tension). Une logique comparable transparait en observant la pratique du jeûne au cours de l'année passée : ceux qui l'observent pendant tout le Ramadan sont rares à voir une tension entre islam et occident (6%), mais trois fois plus nombreux s'ils n'ont pas jeûné.

L'image de personnalités politiques lorsqu'elles sont étroitement liées au rejet du monde occidental apporte également son lot d'information. Il en va ainsi d'Oussama Ben Laden. En moyenne, 12% disent avoir « plutôt une bonne opinion » par opposition à « plutôt une mauvaise opinion ». Sa cote de popularité est inférieure de loin à celle de J. Chirac (67%), Yasser Arafat (57%) ou même George W. Bush (21%). Notons que 24% des répondants « ne se prononcent pas » concernant Oussama Ben Laden. Il obtient ses soutiens les plus fréquents dans la population jeune (18%) et chez les hommes (15%). Les répondants les plus diplômés sont également plus souvent séduits, sachant qu'ils se recouvrent avec les personnes jeunes (cf. figures n°3A et 3B).

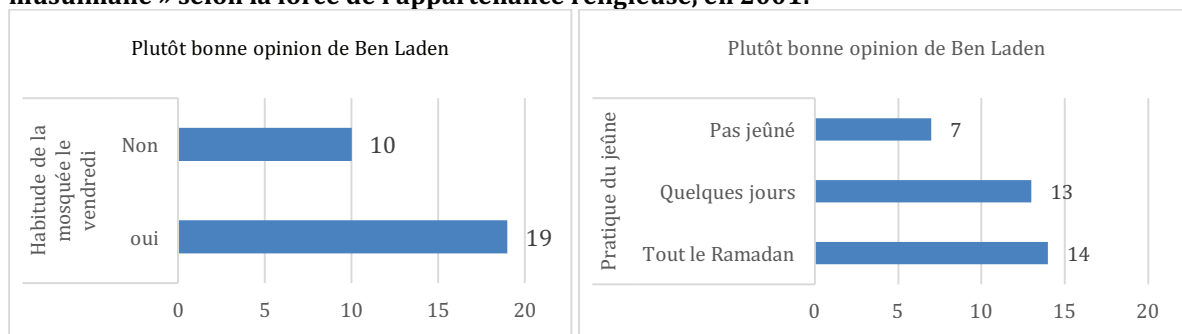
Figures n°2A et 2B. L'islam est associé au « rejet des valeurs occidentales », selon l'appartenance religieuse (2A) et la pratique du jeûne (2B), population « d'origine musulmane » selon la force de l'appartenance religieuse, en 2001.



Figures n°3A et 3B. « Avez-vous plutôt une bonne opinion ou une mauvaise opinion d'Oussama Ben Laden » suivant l'âge et le sexe (3A), le niveau d'études (3B), population « d'origine musulmane », en 2001.



Figures n°4A et 4B. « Avez-vous plutôt une bonne opinion ou une mauvaise opinion d'Oussama Ben Laden », selon l'appartenance religieuse (4A) et la pratique du jeûne (4B), population « d'origine musulmane » selon la force de l'appartenance religieuse, en 2001.



Nous avons déjà regardé les effets des pays d'origine des répondants pour l'analyse de la perception de la tension entre islam et valeurs occidentales. Nous le faisons maintenant pour les opinions vis-à-vis de Ben

Laden. Les répondants dont le père était tunisien (cf. figure n°1B) sont devant tous les autres pays d'origine les plus attirés (20% d'opinions positives, contre, par exemple, 9% pour l'Algérie ou 12% pour la Turquie).

Enfin, l'intégration religieuse à l'islam se traduit par des opinions plus positives du chef d'orchestre des attentats contre les intérêts occidentaux et les Etats-Unis. Parmi les répondants qui pratiquent régulièrement leur religion à la mosquée le vendredi, le taux de sympathie de Ben Laden est deux fois plus élevé (19%) que chez ceux qui ne le font pas (10%). La pratique du jeûne montre le même type de relation statistique, les personnes qui observent le Ramadan en tout ou partie manifestent plus souvent une opinion positive (13-14%) que ceux qui ne jeûnent pas (7%). On observe que la pratique rituelle religieuse elle-même (aller à la mosquée) est plus discriminante que les pratiques sociales liées à la religion (Ramadan).

Interprétation. On parle de polarisation de l'opinion et entre groupes sociaux et religieux en France lorsqu'un antagonisme croît entre les populations musulmanes et celles qui ont une autre religion ou pas de religion du tout. Elle favorisait l'adhésion à un groupe de référence (jugé positivement), et un rejet parallèle des autres groupes (jugés négativement). Or, ce sondage montre qu'en 2001, la vision d'un islam incompatible avec les valeurs occidentales était déjà très clivée en France et aussi celle du héros de la lutte contre le « grand Satan américain », Oussama Ben Laden. Il nous apprend surtout qu'il existe une coupure religieuse à l'intérieur du groupe des personnes « d'origine musulmane » : les plus croyantes et pratiquantes, d'une part, réfutent plus souvent l'idée d'une tension islam-occident (tandis que les plus sécularisées la ressentent plus souvent), et, d'autre part, expriment leur attrait pour Oussama Ben Laden plus nettement que les autres. Le fait de retrouver des opinions favorables à Oussama Ben Laden chez les musulmans les plus intégrés à leur religion questionne les interprétations qui font de la rupture avec l'islam institutionnel la source d'une hostilité envers l'occident. Le fait que les origines tunisiennes et turques des répondants soient associées avec plus de sympathie pour Ben Laden que celles des algériens incite à moduler les explications par un ressentiment post colonial, ou au minimum à le complexifier.

Les questions de sondage

La question n°1 utilisée est libellée ainsi : « Entre les mots suivants, quels sont les trois qui correspondent le mieux à l'idée que vous vous faites de l'islam ? En premier ? En deuxième ? En troisième ? ». L'analyse porte sur la fréquence de la modalité : « Le rejet des valeurs occidentales » (en choix 1 ou 2 ou 3).

La question n°2 utilisée est libellée ainsi : « Vous m'avez dit connaître En avez-vous plutôt une bonne opinion ou plutôt une mauvaise opinion ? ». L'analyse porte sur la réponse « Oussama Ben Laden ».

Méthodologie du sondage

L'Ifop a réalisé ce sondage pour le journal Le Monde en septembre 2001. Il est composé de deux sondages. Ici, nous n'avons utilisé que celui portant sur la population d'origine musulmane.

Le premier échantillon est constitué de 940 personnes, et représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes, les 27 et 28 septembre 2001.

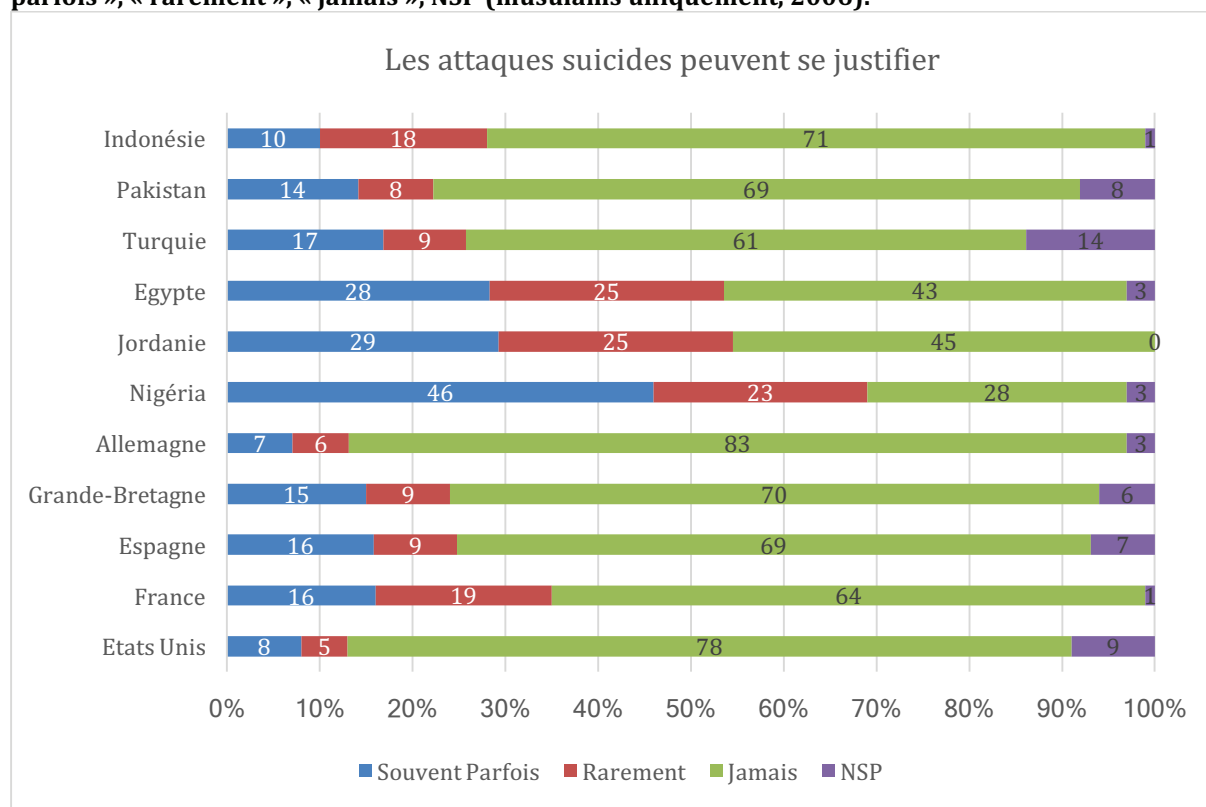
Le deuxième échantillon est constitué de 548 personnes âgées de 16 ans et plus qui ont déclaré appartenir à une famille d'origine musulmane, habitant en France. Il n'existe pas de données permettant de construire, à proprement parler, un échantillon par quotas de cette population. L'IFOP a déterminé, à partir des statistiques de l'INSEE sur l'immigration en France des quotas indicatifs (sexe, âge, profession) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu en face à face du 22 au 25 septembre 2001.

LES ATTAQUES SUICIDES PEUVENT-ELLES SE JUSTIFIER ?

Dans le cadre de ses enquêtes internationales, l'institut Pew s'est intéressé au caractère justifiable des attaques suicides contre des cibles civiles au nom de la religion, et ici en particulier de l'islam. Les résultats présentés dans ce rapport portent uniquement sur les musulmans. L'intérêt de cette approche globale est de pouvoir les comparer dans des pays occidentaux, d'une part, mais également de les rapprocher de leurs coreligionnaires appartenant à d'autres parties du monde.

Au sein des pays occidentaux, les grands pays d'Europe se distinguent, pour la plupart, nettement des Etats-Unis. Avec 13% de musulmans qui trouvent justifiable de tuer des civils lors d'une attaque suicide, les Etats-Unis sont à bonne encablure du pays qui, culturellement, leur est le plus proche, la Grande-Bretagne (24%), et plus loin encore de l'Espagne (25%), et bien plus encore de la France (35%). Une fois encore, la France apparaît comme un pays d'Europe dans lequel les musulmans sont particulièrement en sympathie avec l'action violente. Pour autant, dans aucun des pays on ne saurait dire que cette opinion est majoritaire, tant s'en faut. Elle caractérise une minorité, mais tout à fait substantielle.

Figure n°1. « Les attaques suicides pour protéger l'islam peuvent se justifier », « souvent ou parfois », « rarement », « jamais », NSP (musulmans uniquement, 2006).



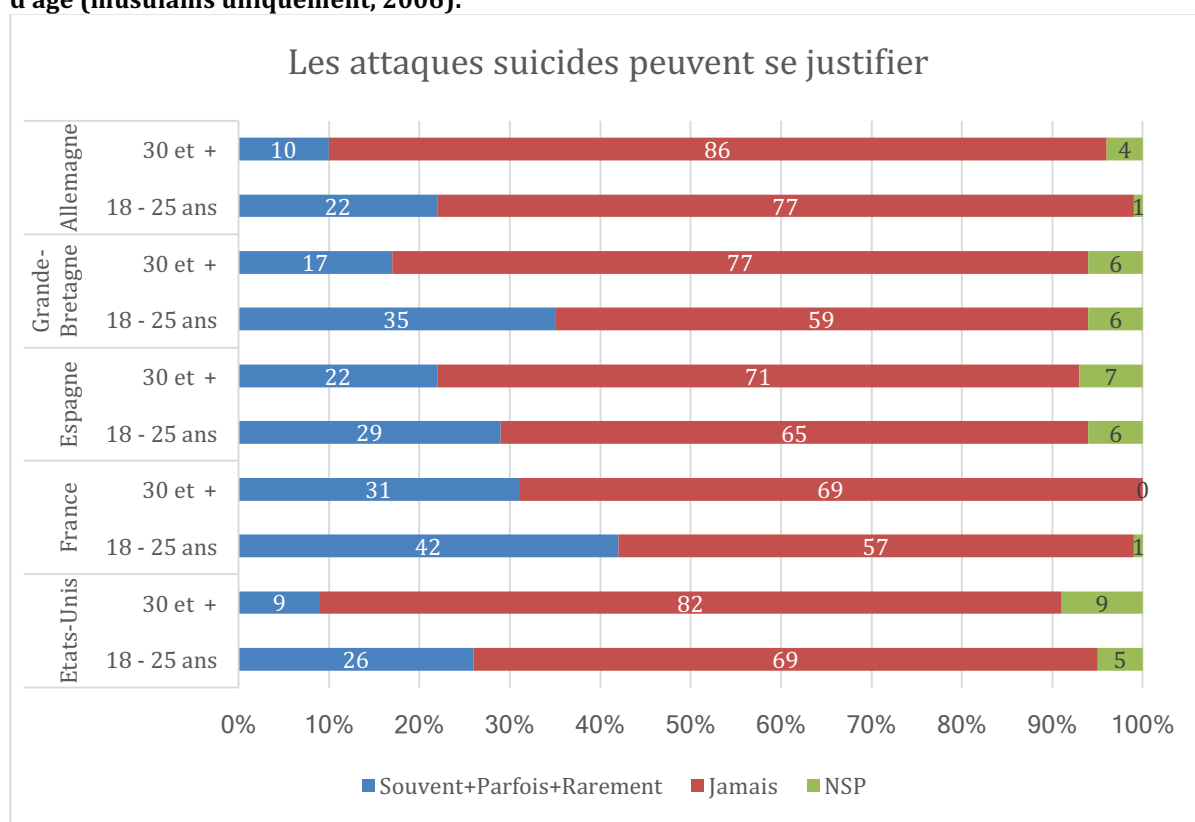
Le cas de l'Allemagne vient complexifier la comparaison entre pays occidentaux. Cette dernière connaît le plus bas niveau de justification du terrorisme, avec seulement 13% des musulmans qui y adhèrent, très loin de la France (35%), l'autre grand pays européen qui accueille une large population musulmane non seulement en pourcentage de la population totale mais en nombre absolu. Cette proximité de l'Allemagne avec les Etats-Unis rend compliqué le recours à une analyse par une opposition entre le modèle « multi culturel » (Etats-Unis, Grande-Bretagne) opposé au modèle plus « mono culturel » de pays faits d'une seule nation (l'Allemagne, la France). Il n'est pas opérant pour expliquer pourquoi la France se séparerait de l'Allemagne, laquelle serait proche des Etats-Unis.

Les pays dans lesquels les musulmans représentent une large part de la population, et presque toute la population pour certains, forment à leur tour un ensemble hétérogène. Le Nigéria (69%) et l'Egypte (53%) sont aux avant postes de l'opinion en matière de justification du terrorisme, un niveau auquel on retrouve également la Jordanie. Le Nigéria serait à moitié chrétien et à moitié musulman suivant *The*

*Global Religious Project*¹ Ce pays est marqué par l'action de Boko Haram, groupe sunnite qui rejette la démocratie et la modernité, veut y installer un califat par des actions armées depuis 2003. Il est très touché par le fondamentalisme religieux suivant le chercheur Vincent Foucher². Ce bloc de pays tranche avec l'Indonésie (28%), le Pakistan (22%) et la Turquie (26%). Si la proximité géographique de la Turquie avec l'Europe pouvait permettre d'imaginer une influence culturelle de cette dernière, la première ayant fait vœu de rejoindre l'Union Européenne et se préparant à cette échéance au moment de l'enquête, l'explication ne tient pas pour l'Indonésie ou le Pakistan bien évidemment. De plus, la Turquie, le Pakistan ou l'Égypte sont en quasi-totalité des nations musulmanes tandis que la justification de la violence n'y a pas du tout la même prévalence.

On aboutit ainsi à un paradoxe : certains pays d'Europe, principalement la France, mais aussi l'Espagne et la Grande-Bretagne, voient leur population musulmane vivant dans un environnement très multiculturel et sécularisé acquiescer au caractère justifiable de la violence terroriste à un niveau qui n'est pas très différent de leurs coreligionnaires citoyens de pays qui sont très largement sinon totalement musulmans. L'idée d'une adhésion à la violence « par réaction », du fait qu'on se trouve en position marginale dans la société, ne semble pas résister aux données collectées et analysées par Pew.

Figure n°2. « Les attaques suicides pour protéger l'islam peuvent se justifier », suivant le groupe d'âge (musulmans uniquement, 2006).



Au sein des pays occidentaux, Pew a séparé les répondants musulmans suivant leur âge, les jeunes adultes (18-25 ans) et les plus âgés (30 ans et plus). Dans toutes ces nations, il apparaît clairement que les plus jeunes ont le moins tendance à rejeter la violence terroriste. Même aux États-Unis qui semblaient les plus immunisés contre la fascination de la violence par attaque suicide, les jeunes musulmans sont 26% à ne pas exclure totalement une justification (3 fois plus que leurs aînés). Le même phénomène se manifeste en Allemagne, mais de manière moins tranchée (avec 22% ils le sont deux fois plus que leurs aînés). La Grande-Bretagne et la France sont au sommet de la pyramide, avec respectivement 35 et 42% des jeunes musulmans qui ne disent pas « jamais » à la justification du terrorisme.

¹http://www.globalreligiousfutures.org/countries/nigeria#/?affiliations_religion_id=0&affiliations_year=2010®ion_name=All%20Countries&restrictions_year=2012

² Interview à La Croix. <http://www.la-croix.com/Urbi-et-Orbi/Monde/Boko-Haram-s-est-affaibli-mais-il-peut-encore-perdurer-longtemps-2016-06-17-1200769524>

Cette enquête a été réalisée en 2006, soit juste après les attaques de Madrid et Londres, et moins d'une dizaine d'années avant les attentats de Paris. Cela suggère qu'on n'a pas affaire uniquement à une seule génération qui se pose en rupture des sociétés d'accueil où elles vivent, mais sans doute à plusieurs générations successives.

Interprétation. Qui sont les groupes sociaux les plus susceptibles de trouver une justification au terrorisme ciblant les civils ? Les données de Pew suggèrent qu'il n'existe pas d'interprétation aisée. En effet, tout d'abord, l'idée que certains Etats immuniseraient de l'attraction vers l'extrémisme violent par leur « modèle culturel » d'intégration nationale apparaît douteuse. Vivre aux Etats-Unis ne favorise pas beaucoup de sympathie pour le terrorisme chez les musulmans, mais a l'effet inverse en Grande-Bretagne. Or, les deux pays sont proches concernant la reconnaissance des communautés (valorisation du « multiculturalisme »). La France affiche un score de justification du terrorisme chez les jeunes qui atteint 41%, et n'a pas d'équivalent en occident, loin de l'Allemagne. Pourtant son modèle culturel d'intégration dans une nation est proche de celui de l'Allemagne. Les opinions des musulmans résidants dans des pays musulmans montrent la même variabilité. Enfin, le fait qu'un phénomène générationnel soit visible (les jeunes adhérant plus) rend plus complexe encore l'analyse, mais la date de réalisation de l'enquête (2006) suggère un ancrage multigénérationnel des opinions qui justifient le terrorisme. Il apparaît que le fait d'être musulman explique mal à lui seul l'absence de rejet (ou le rejet) du terrorisme. Il a un effet, mais celui-ci semble être activé ou désactivé suivant les contextes (pays, groupe d'âge).

Les questions de sondage de Pew

Question : "Certaines personnes pensent que les attaques suicides et d'autres formes de violence contre des cibles civiles sont justifiées pour protéger l'islam de ses ennemis. D'autres personnes pensent que, quelqu'en soit la raison, cette forme de violence n'est jamais justifiée. Personnellement, est-ce que vous pensez que cette sorte de violence est souvent justifiée pour protéger l'islam, parfois justifiée, rarement justifiée ou jamais justifiée ? ».

Question : "*Some people think that suicide bombing and other forms of violence against civilian targets are justified in order to defend Islam from its enemies. Other people believe that, no matter what the reason, this kind of violence is never justified. Do you personally feel that this kind of violence is often justified to defend Islam, sometimes justified, rarely justified, or never justified?*" .

On trouvera le rapport ici : <http://www.pewglobal.org/files/pdf/248.pdf>

Support for Terror Wanes Among Muslim Publics. Islamic extremism: common concern for muslim and western publics. 17-Nation Pew Global Attitudes Survey

Méthodologie du sondage

PEW a réalisé cette étude auprès d'un ensemble d'échantillons nationaux interrogés au cours de l'année 2006.

Les échantillons nationaux, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, sont d'environ 1000 personnes, avec une variation suivant le pays. Le terrain est réalisé en face à face, par des instituts de sondage locaux.

La représentativité de l'échantillon est assurée par différentes méthodes, le plus souvent par une méthode de tirage aléatoire de zones (une zone primaire d'échantillonnage comporte environ 100 personnes), parfois stratifié par district, urbanisation et statut socio-économique. Les individus sont tirés au sort par la méthode de la plus proche date anniversaire.

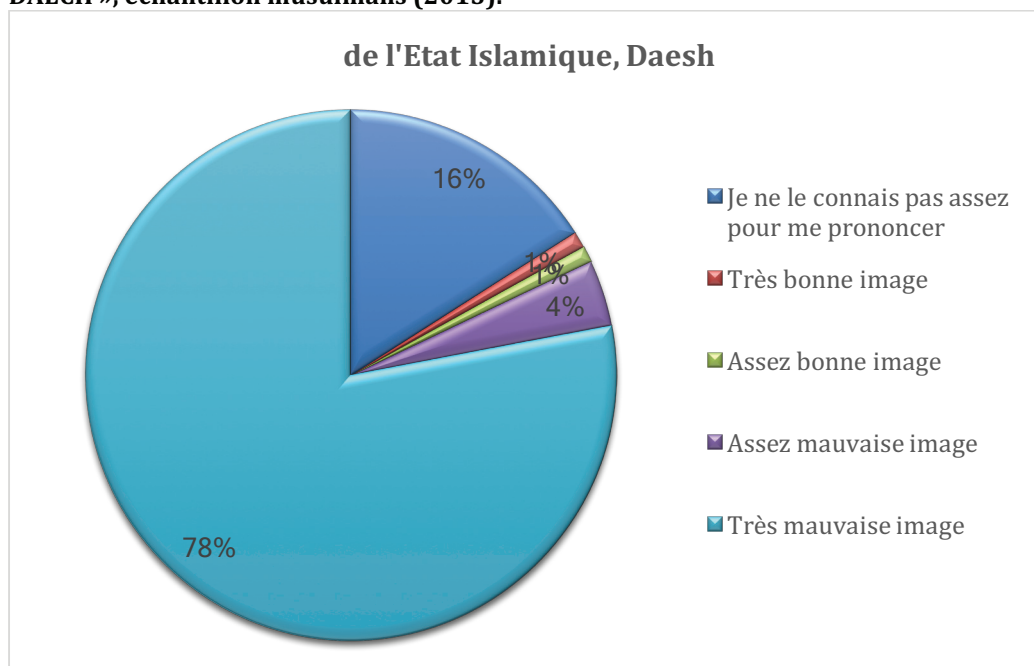
OPINIONS SUR L'ÉTAT ISLAMIQUE - DAECH APRÈS LES ATTENTATS (2015)

De même que les instituts de sondage se sont intéressés aux perceptions de l'organisation qui est à l'origine des attentats du 11 septembre 2001, ils l'ont fait lors de ceux de Paris en janvier 2015 (le journal Charlie Hebdo et une épicerie casher avaient été la cible d'attaques). La Fondation du Judaïsme Français a demandé à l'institut IPSOS une étude intitulée « Perceptions et attentes de la population juive », un triple sondage auprès du grand public sur « le rapport à l'autre et aux minorités » avant attentats en 2014, puis auprès des juifs (en 2015) et enfin auprès des musulmans (en 2015) après les attentats.

L'institut IPSOS a publié les résultats concernant la perception de l'Etat Islamique (EI) également désigné par son acronyme arabe DAECH dans la population musulmane, une question qui ne semble pas poser aux autres échantillons. La position majoritaire, très largement, correspond au jugement le plus négatif possible (« très mauvaise image ») avec 78%, auquel on peut ajouter un petit bloc qui a une « assez mauvaise image » (4%). Le total des images négatives atteint donc 82%. D'un autre côté, on trouve 1% qui a une « très bonne image » et un autre 1% qui a une « assez bonne image », soit 2%. La différence est constituée par le bloc des personnes qui disent « ne pas connaître assez l'organisation pour se prononcer ». Il représente 16% des répondants. On se souvient qu'après l'attaque des tours jumelles à New York (cf. fiche n°6), le sondage du Monde auprès des personnes d'origine musulmane montrait que 24% ne se prononçaient pas sur la personnalité de Ben Laden (et même 30% chez les répondants dont le père était tunisien, le groupe qui lui témoignait par ailleurs le plus de sympathie). On retrouve, semble-il, un phénomène d'ampleur comparable en 2015.

Sachant que l'EI a revendiqué les attaques de janvier 2015 à Paris, et également que la guerre en Syrie a été au premier plan de l'actualité depuis plusieurs années, l'importance numérique des « opinions ignorantes » a de quoi surprendre. On l'aurait mieux comprise au début de l'insurrection syrienne et de la guerre impliquant de multiples factions, par exemple.

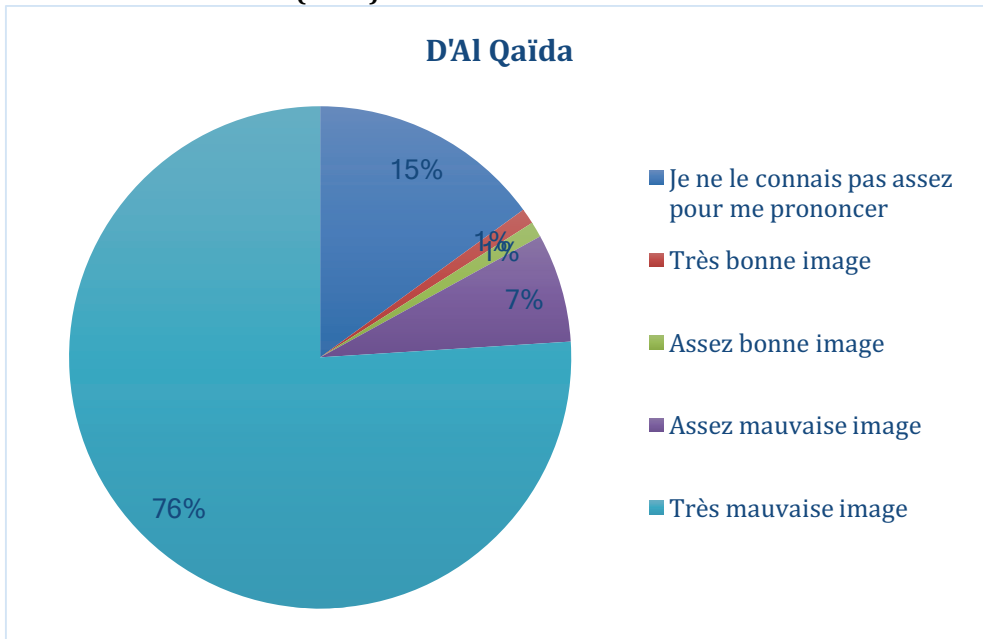
Figure n°1. « Diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise image ... de l'Etat Islamique, DAECH », échantillon musulmans (2015).



L'image d'Al Qaida a été testée dans la même étude de 2015 (cf. figure n°2). Dans l'ensemble, on retrouve une structure d'opinion proche de l'opinion pour l'Etat Islamique. La très grande majorité des musulmans jugent très négativement (76%) et négativement (7%), soit un score presque identique à celui de l'EI (83% contre 82%). A nouveau, les supporters ne sont que 2%, et ceux qui ne s'estiment pas assez

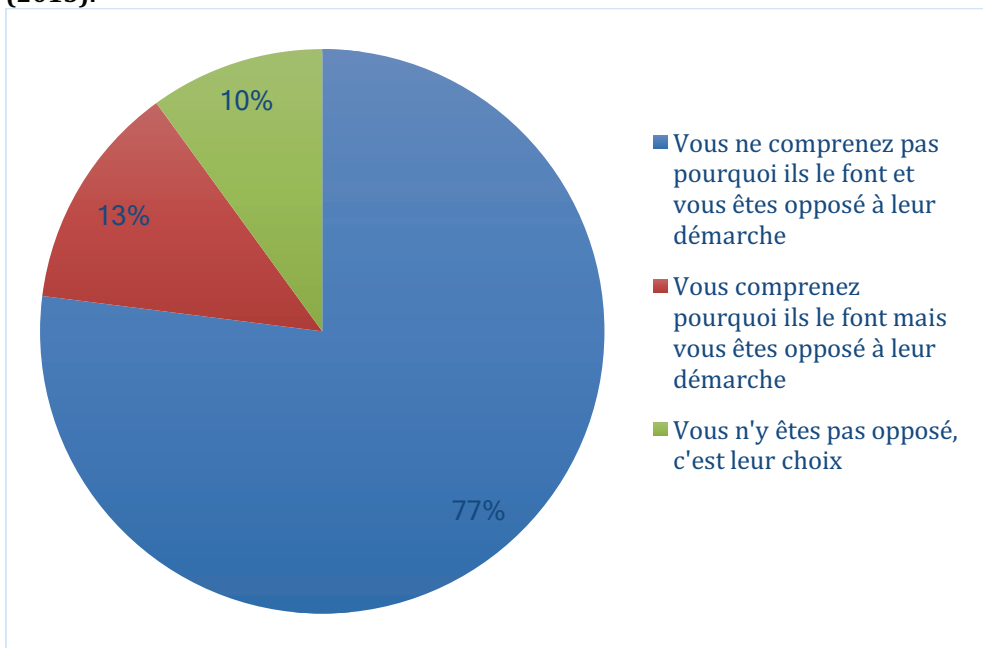
informés sont 15%. Comparativement à l'image de Ben Laden en 2001, qui recueillait 9% d'image plutôt positive et 24% de non-réponses (cf. fiche n°6), il semblerait que cette organisation soit en légère perte de vitesse.

Figure n°2. « Diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise image ... d'Al Qaïda », échantillon musulmans (2015).



Etant donné qu'IPSOS n'a pas publié les résultats plus détaillés de ces opinions sur l'EI, il n'est pas possible de vérifier si les facteurs socio-démographiques, d'origine nationale de la famille, ou d'intégration religieuse modulent ces opinions en 2015 (comme c'était le cas en 2001).

Figure n°3. « A propos des français qui partent en Syrie pour se battre aux côtés de l'Etat Islamique, de laquelle des propositions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? », échantillon musulmans (2015).



Une dernière question porte sur les djihadistes, les personnes qui partent se battre aux côtés de l'EI en Syrie (figure n°3). IPSOS a formulé la question de manière à ne pas dissuader toute forme d'expression de

compréhension de la démarche des djihadistes. Cette approche permet de recueillir un assentiment qui concerne 10% des musulmans, un pourcentage bien supérieur au crédit dont jouit l'EI en tant qu'organisation (2%), mais inférieur à celui formé par les personnes non suffisamment informées pour répondre (soit 16%, cf. figure n°1). A noter, la question ne porte pas sur le fait de réaliser des attentats en Europe, mais plutôt de partir en Syrie. Même si les deux ensembles ne sont pas sans intersection, car la plupart des djihadistes ayant réalisé des attaques sur le sol européen ont été en Syrie, la formulation de la question a toute son importance.

Interprétation. Il semblerait que la figure d'Al Qaida ait perdu du terrain depuis 2001 dans l'opinion des musulmans si l'on compare ce sondage de 2015 avec celui de 2001 (cf. fiche n°6). Cette hypothèse est d'autant plus probable que l'administration par internet (2015) diminue la pression normative, c'est-à-dire la perception que l'enquêté a des attentes de l'enquêteur sur la manière dont il doit répondre, comparativement à 2001 où cette technique n'existait pas. L'EI ne jouirait pas, en 2015, d'une cote de popularité supérieure à celle d'Al Qaida d'après l'étude d'IPSOS. Il n'en reste pas moins troublant qu'une partie substantielle des répondants musulmans ne se sentent pas en position de se prononcer sur l'une ou sur l'autre organisation, toutes deux auteurs d'attaques meurtrières répétées en Europe. Une interprétation serait que les personnes sont sincèrement dans l'incapacité de se prononcer, et seul un examen de leur profil permettrait mieux d'explorer cette piste. Cette possibilité n'est pas offerte par les informations contenues dans la publication d'IPSOS. Une autre interprétation serait que les personnes qui ont une sympathie pour ces organisations n'osent pas le déclarer, même par internet. En effet, dans un pays frappé par les attentats, ils savent que la « désirabilité » de leur opinion, pour utiliser l'expression de la psychologie sociale pour désigner son caractère acceptable, est très faible. Ils peuvent aussi se demander s'ils ne seraient pas signalés aux autorités. Dans ce cas de figure, ce chiffre de 15-16% auquel il faudrait adjoindre les 2% d'image positive serait assez préoccupant.

Les questions de sondage

Les questions n°1 et 2 utilisées sont libellées ainsi : « Diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise image ...? » « de l'Etat Islamique – DAECH » ? (je ne le connais pas assez, très bonne image, assez bonne image, assez mauvaise image, très mauvaise image), « d'Al Qaida » ? (je ne le connais pas assez, très bonne image, assez bonne image, assez mauvaise image, très mauvaise image).

La question n°2 utilisée est libellée ainsi : « A propos des français qui partent en Syrie pour se battre aux côtés de l'Etat Islamique, de laquelle des propositions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? » (« vous ne comprenez pas pourquoi ils le font et vous êtes opposé à leur démarche », « vous comprenez pourquoi ils le font mais vous êtes opposé à leur démarche », « vous n'y êtes pas opposé, c'est leur choix »).

Méthodologie du sondage

IPSOS a réalisé ces 3 études pour La Fondation du Judaïsme Français en 2014/2015.

Enquête grand public. 1005 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Echantillon interrogé du 15 au 24 juillet 2014 par Internet, via notre panel online. Méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne de référence au sein du ménage, région et catégorie d'agglomération

Enquête auprès des juifs. Enquête qualitative : 45 entretiens qualitatifs d'environ 2h auprès de juifs (45) dont des responsables communautaires (15) en région parisienne, à Toulouse et Strasbourg. Enquête quantitative : 313 personnes, du 24 février au 8 juin 2015. Echantillon interrogé par Internet, via panel online (167), le panel online ACCR (101) et un recrutement « boule de neige » (45).

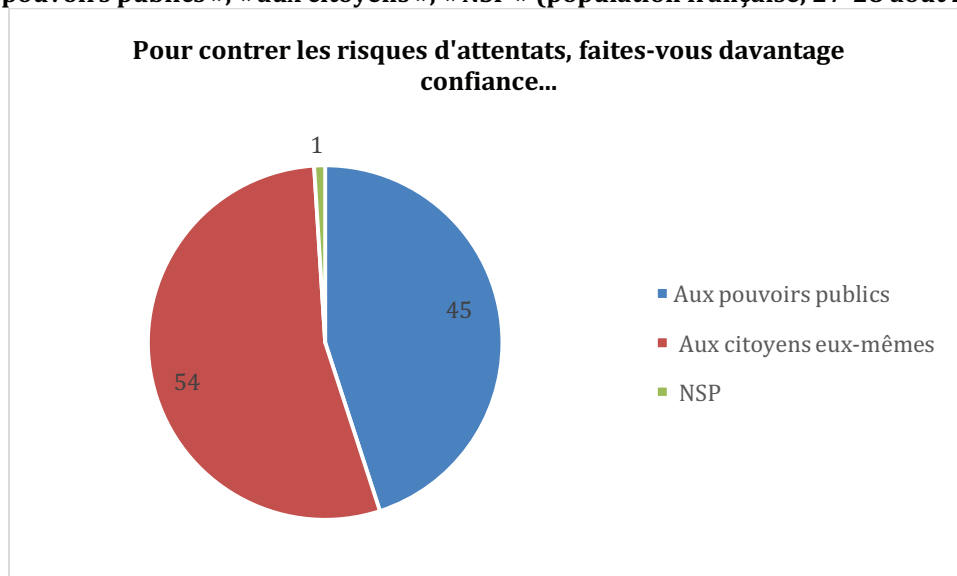
Enquête auprès des musulmans. 500 personnes, du 24 février au 9 mars 2015, échantillon interrogé par Internet, via panel online.

MESURER LA CONFIANCE APRÈS LES ATTENTATS (AOÛT 2015)

Après un ou plusieurs attentats importants, il est courant que le peuple d'un pays se rassemble derrière le symbole de la nation, le drapeau. Le patriotisme est stimulé. D'une manière générale, la confiance dans les institutions et organisations publiques augmente après un choc violent, ce qui est paradoxal : au moment où il est patent que la protection souhaitée n'a pas été apportée par un gouvernement et les services de police, leur cote de confiance s'élève. Il en fut ainsi après les attentats de New York, et la règle put être vérifiée en Europe après ceux de Madrid en 2004 par l'étude des eurobaromètres. Et, en France, il en fut également ainsi vis-à-vis de la police. On comprend donc que la supposée mesure de « la confiance » est moins intuitive qu'il n'y paraît à première vue. Le sondage Odoxa utilisé ici porte également sur la confiance, mais pose une question instructive et qu'on retrouve rarement, et qui montre à nouveau la complexité d'une telle notion.

L'institut Odoxa a publié les résultats concernant la question suivante : « Pour contrer les risques d'attentats, faites-vous davantage confiance ? », et plutôt que de comparer les organisations publiques entre elles, il a choisi d'opposer « les pouvoirs publics » aux « citoyens », laissant également la possibilité de ne pas répondre (cf. figure n°1). Le niveau d'adhésion à l'idée que les citoyens doivent avant tout compter sur eux-mêmes est tout à fait spectaculaire, il est même majoritaire dans l'opinion (54 %). S'il est un domaine dans lequel on pouvait douter d'une telle réponse, c'est précisément le cas du terrorisme qui est celui de groupes secrets, lourdement armés et prêts à tout y compris à se sacrifier pour atteindre leurs objectifs. L'intérêt de cette manière de poser la question, en offrant une alternative, n'est pas négligeable : elle ne postule pas qu'on va plus ou moins faire confiance au gouvernement (par exemple sur une échelle de 1 à 10), mais elle propose une alternative. D'un point de vue de méthode, si on ne procède pas ainsi, on fait comme si on devait, de manière presque aveugle, faire confiance au gouvernement et aux organisations qu'il dirige (police, l'armée).

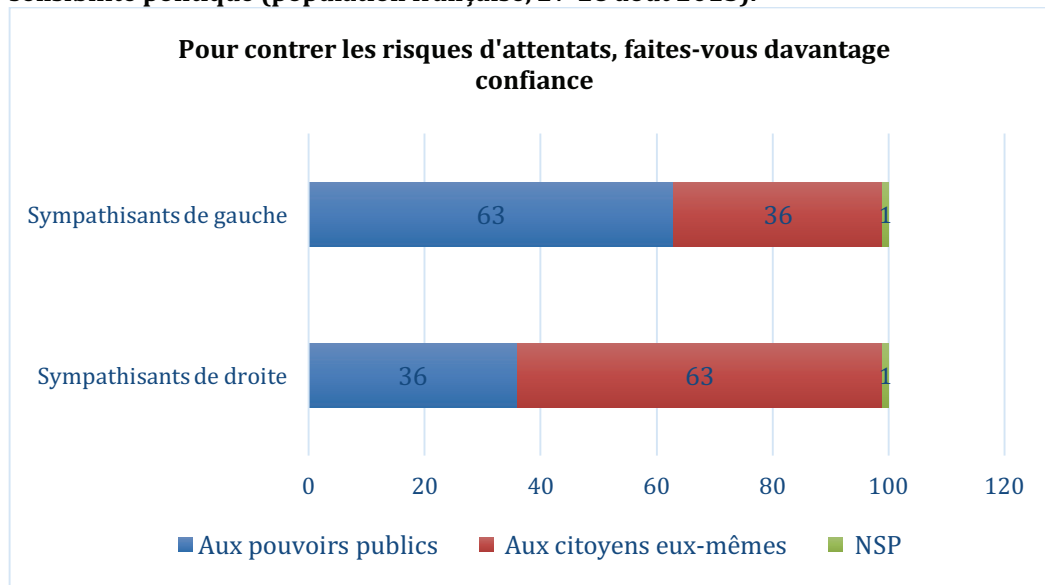
Figure n°1. « Pour contrer les risques d'attentats, faites-vous davantage confiance ? », « aux pouvoirs publics », « aux citoyens », « NSP » (population française, 27-28 août 2015).



Bien évidemment, ces jugements portant sur le gouvernement sont influencés par la proximité que les sondés entretiennent avec lui. Ainsi, s'agissant d'un gouvernement de gauche, on va retrouver logiquement un scepticisme plus marqué chez les personnes qui sont des sympathisants de droite (cf. figure n°2). Ces derniers sont 63% à faire confiance aux citoyens (et 36% au gouvernement), et le pourcentage est presque exactement inversé à gauche (36% contre 63% au gouvernement). Malgré tout, il

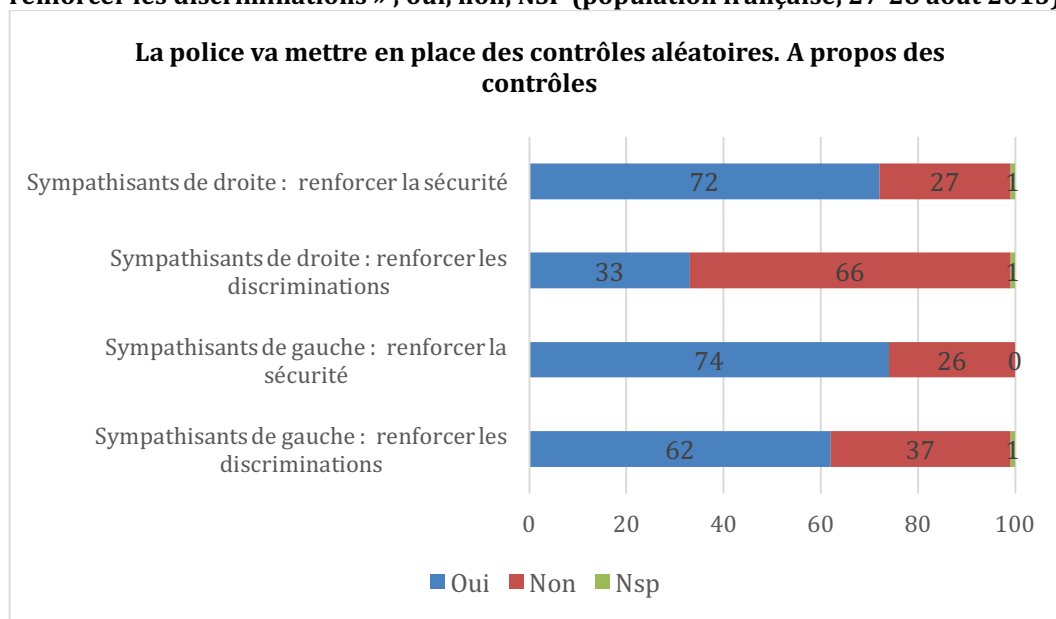
y a dans les deux camps politiques une large proportion de répondants qui ne placent pas dans les pouvoirs publics une confiance telle que le risque soit limité.

Figure n°2. « Pour contrer les risques d'attentats, faites-vous davantage confiance ? », selon la sensibilité politique (population française, 27-28 août 2015).



Les effets de mesures précises prises par le gouvernement sont étudiés par l'institut de sondage suivant la sensibilité politique, et en particulier les « contrôles aléatoires », un terme non défini dans le sondage (cf. figure n°3). La principale différence entre les deux sensibilités ne concerne pas la perception de l'efficacité : dans les deux cas, les contrôles aléatoires sont perçus comme efficaces (oui : 72% à droite, 74% à gauche). La différence porte en réalité sur le caractère non aléatoire des « contrôles aléatoires » : là où près des deux tiers des sympathisants de gauche voient un risque de renforcer les discriminations (62%), ceux de droite sont moitié moins (33%).

Figure n°3. « La police va mettre en place davantage de contrôles aléatoires. A propos de ces contrôles diriez-vous », « ... qu'ils vont permettre de renforcer la sécurité », « ... qu'ils vont renforcer les discriminations » ; oui, non, NSP (population française, 27-28 août 2015).



Interprétation. Face aux attentats, ce sondage montre que les Français font somme toute une confiance limitée au gouvernement, et plus à eux-mêmes, alors qu'il s'agit d'un sujet pour lequel on imagine qu'ils devraient se sentir plutôt démunis et incités à se confier sans réserver à la figure tutélaire de l'Etat. Ce sondage qui met en balance les citoyens et les pouvoirs publics comme source de confiance incite à relativiser la signification des très hauts niveaux de confiance dans les institutions qui sont généralement mesurés après les attentats que ce soit à NY, Madrid ou même Paris. Certes, on attend bien que l'action des unités d'intervention qui ont neutralisé les terroristes sur les deux sites où ils s'étaient retranchés entraîne une plus forte adhésion à la police, par exemple, et qu'elle se diffuse sur l'ensemble des corps des forces de l'ordre et à l'autorité politique qui les commande. Cependant, sachant que les formulations des questions posées par les instituts omettent généralement la mise en compétition de ces sources de confiance et font comme si on pouvait à coût nul distribuer sa confiance à toute une batterie d'organisations publiques, ce type de formulation apporte un correctif utile à la mesure de la confiance. Le fait de dire « faire confiance » à telle ou telle organisation ne renvoie pas tant véritablement à un témoignage authentique de la volonté de s'en remettre à un tiers (confier sa protection), mais reflète plutôt un soutien diffus au système social et politique auquel on appartient, et qui se trouve attaqué. Dans ce contexte très particulier, les sensibilités politiques s'effacent pour approuver des mesures de contrôles plus fréquentes, comme les « contrôles aléatoires ». Ces modalités d'action sont en général peu appréciées à la gauche du spectre politique, mais dans ce cas le contexte à un effet égalisateur sur les opinions. Pourtant, en tant qu'elles portent des modèles culturels de cognition, c'est-à-dire des manières d'interpréter la réalité, les attaches à la partie droite du spectre politique se traduisent par une ignorance plus marquée des risques de discrimination (« contrôle au faciès »), et donc d'aliénation d'une partie de la population vis-à-vis des agents de police ou d'autres agents publics.

Les questions de sondage

La question n°1 « Pour contrer les risques d'attentats, faites-vous davantage confiance ? », « aux pouvoirs publics », « aux citoyens », « NSP ».

La question n°2 utilisée est libellée ainsi : « La police va mettre en place davantage de contrôles aléatoires. A propos de ces contrôles diriez-vous », « ... qu'ils vont permettre de renforcer la sécurité », « ... qu'ils vont renforcer les discriminations » ; oui, non, NSP ».

Méthodologie du sondage

Odoxa a réalisé cette étude auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les 27 et 28 août 2015.

Echantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Fiche 10

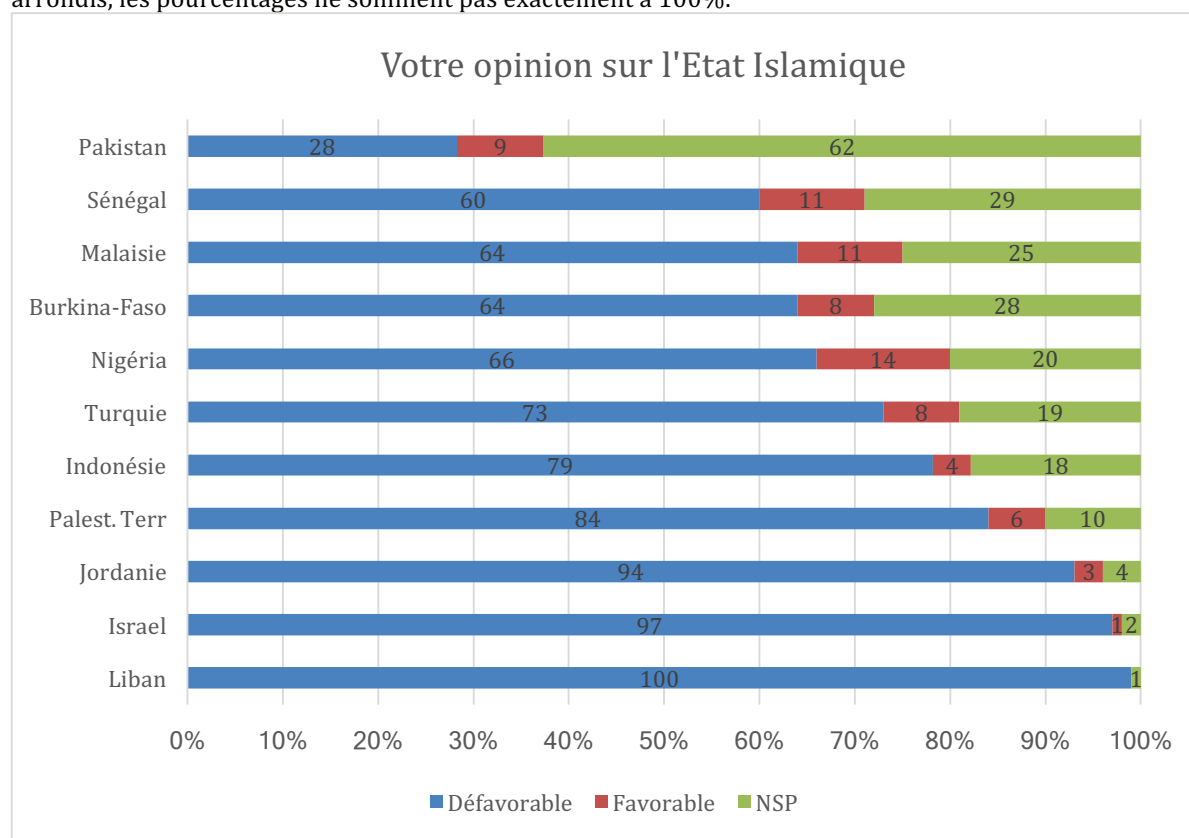
L'ÉTAT ISLAMIQUE A UNE MAUVAISE IMAGE DANS LES PAYS MUSULMANS

L'institut Pew réalise des recherches au niveau mondial sur les questions liées à la religion, aux religions, aux croyants. Ses sondages couvrent aussi bien les pays occidentaux qu'africains ou asiatiques par exemple.

Au printemps 2015, dans le cadre de son étude globale sur les attitudes, Pew a notamment interrogé les ressortissants de divers pays dans lesquels la population musulmane représente une large part de la population totale : le Pakistan, le Sénégal, la Malaisie, le Burkina Faso, le Nigéria, la Turquie, l'Indonésie, les territoires palestiniens, la Jordanie, Israël et le Liban.

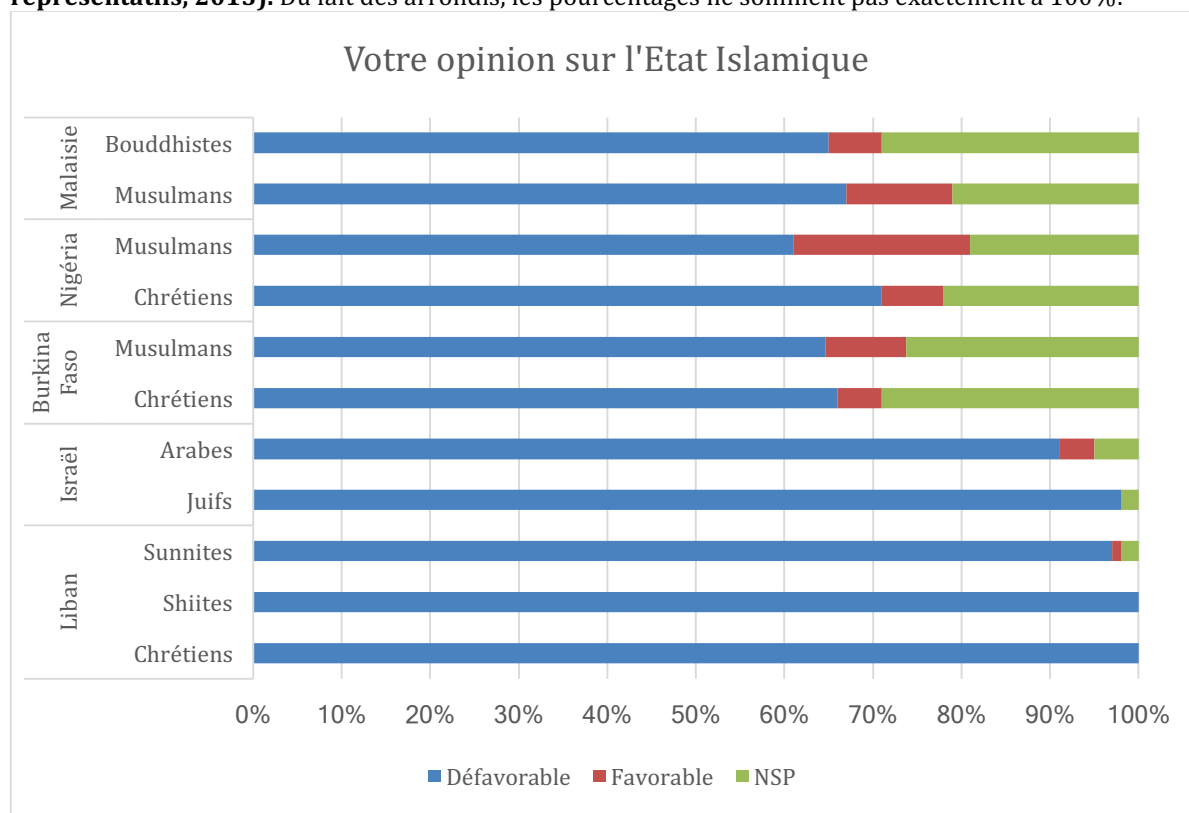
Dans aucun de ces pays l'Etat Islamique ne recueille plus de 14% d'opinions favorables. Au Liban, en Israël et en Jordanie, c'est même 3% ou moins. Les pays les moins souvent opposés sont le Nigéria, (14%), le Sénégal (11%), la Malaisie (11%).

Figure n°1. « Avez-vous une opinion favorable ou défavorable du groupe militant islamique en Iraq et en Syrie connu sous le nom de l'Etat Islamique » (échantillons représentatifs, 2015). Du fait des arrondis, les pourcentages ne somment pas exactement à 100%.



Comme dans le cas des pays occidentaux, on remarque qu'une partie importante de l'opinion préfère ne pas se prononcer sur l'Etat Islamique. En fait, c'est même cette modalité de réponse qui introduit le plus de différence entre les pays. Une nation comme la Turquie, qui au printemps 2015 n'avait pas engagé d'opération militaire contre l'Etat Islamique et à laquelle on reprochait plutôt son inaction à la frontière, apporte peu de soutien à l'Etat Islamique (8%), mais presque un cinquième des répondants (19%) n'ont pas donné de réponse. Au Pakistan, cette logique semble poussée à son maximum, puisque la grosse majorité (62%) des personnes choisissent ne pas approuver, mais de ne pas réproucher non plus l'Etat Islamique.

Figure n°2. « Avez-vous une opinion favorable ou défavorable du groupe militant islamique en Iraq et en Syrie connu sous le nom de l'Etat Islamique » suivant le pays et la religion (échantillons représentatifs, 2015). Du fait des arrondis, les pourcentages ne somment pas exactement à 100%.



Pour différents pays, Pew permet de distinguer les répondants suivant leur groupe religieux. Un résultat assez surprenant tient à la faible différenciation des opinions suivant la dénomination des personnes. En effet, si l'on prend le cas de pays où il y a peu ou pas de « non réponses », comme le Liban ou Israël, on voit que les chrétiens et les musulmans ont des opinions sinon similaires (Liban), du moins proches (Israël). Le rejet de l'Etat Islamique (EI) est interconfessionnel dans un pays donné. Musulmans et chrétiens ne se distinguent pas toujours dans les pays qui sont plus favorables à l'EI (et aussi où les personnes sont plus promptes à ne pas répondre). Ainsi au Burkina Faso, les chrétiens sont 5% contre 9% pour les musulmans à être favorables à l'EI. La différence est réelle, mais limitée, et le serait encore plus en cumulant les non réponses et les réponses favorables (1 point d'écart entre les deux religions). Au Nigéria, la coupure est plus nette, les musulmans sont 3 fois plus favorables que les chrétiens à l'EI. Mais, là encore, on voit que les non réponses ne sont pas une zone refuge pour un groupe plus que pour l'autre. Enfin en Malaisie, les mêmes remarques sont vraies, opposant les bouddhistes aux musulmans.

Interprétation. Les opinions sur l'Etat Islamique varient assez nettement par pays, et moins suivant la religion des répondants. Etant donné que l'EI combat au nom de dieu et pour l'établissement d'un califat islamique en Syrie et en Iraq, on pouvait logiquement s'attendre à ce qu'une fraction plus large des musulmans que des membres d'autres confessions éprouvent de la sympathie active (et répondent donc « favorable ») ou ne soient pas défavorables (et préfèrent ne pas répondre). D'une manière générale, l'adhésion active dans l'opinion est limitée, et toujours très loin d'être majoritaire. Il y a un « effet religieux », les musulmans étant plus favorables (mais pas plus souvent en « non réponse ») que les autres groupes religieux. Les résultats montrent également un « effet pays », c'est à dire que l'EI jouit d'une opinion favorable variable suivant les nations, qui va de 1 (Liban) à 14% (Nigéria). Dans les pays qui sont les plus favorables à l'EI, les musulmans lui sont davantage acquis. De manière plus surprenante, les chrétiens le sont également. Ainsi, les résultats montrent que parmi les chrétiens, les opinions favorables varient de 0 (Liban) à 7% (Nigéria), et chez les musulmans de 1 (Liban) à 20% (Nigéria). Les contextes nationaux se révèlent une dimension importante, et qui ne se confond pas avec l'appartenance religieuse, de l'analyse des soutiens à l'EI.

Les questions de sondage de Pew

Question : *“Do you have a unfavorable or favorable opinion of the Islamic militant group in Iraq and Syria known as ISIS?” (Q.12)*

Question : « Avez-vous une opinion favorable ou défavorable du groupe militant islamique en Iraq et en Syrie connu sous le nom de l'Etat Islamique ».

On retrouvera le rapport avec les résultats détaillés ici : http://www.pewglobal.org/international-survey-methodology/?year_select=2015

Méthodologie du sondage

PEW a réalisé cette étude auprès d'un ensemble d'échantillons nationaux interrogés au cours du printemps 2015.

Les échantillons nationaux, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, sont d'environ 1000 personnes, avec une variation suivant le pays. Le terrain est réalisé en face à face, par des instituts de sondage locaux.

La représentativité de l'échantillon est assurée par différentes méthodes, le plus souvent par une méthode de tirage aléatoire de zones (une zone primaire d'échantillonnage comporte environ 100 personnes), parfois stratifié par district, urbanisation et statut socio-économique. Les individus sont tirés au sort par la méthode de la plus proche date anniversaire.

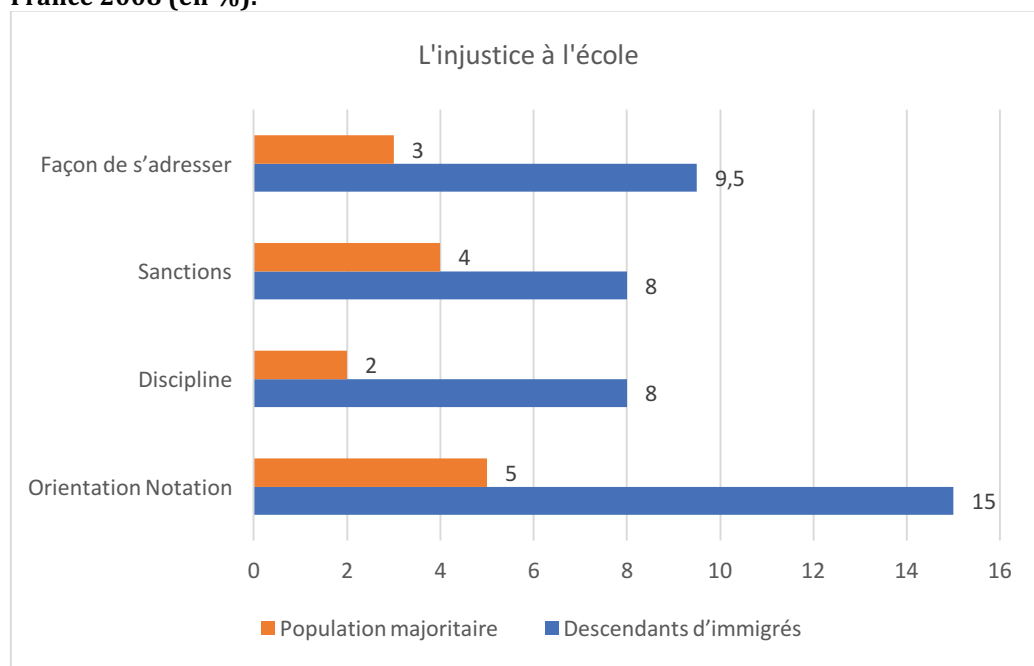
LES INJUSTICES RESSENTIES CHEZ LES DESCENDANTS D'IMMIGRÉS

La performance scolaire et ses déterminants ont été l'objet de plusieurs dizaines d'années de travaux. Et, parmi les variables qui comptent, l'origine ethnique ou géographique des parents pour les descendants d'immigrés, a également été très débattue. Dans une synthèse datant de janvier 2015, le Conseil National d'Evaluation du Système Scolaire (CNESCO) diagnostique que les résultats scolaires des élèves issus de l'immigration se sont dégradés durant la dernière décennie par rapport aux jeunes autochtones, et que l'écart constaté est supérieur à celui constaté dans les autres pays de l'OCDE. Cependant, cet écart est moins marqué pour les filles.

La recherche a mis en avant, en plus de ceux qui tiennent au milieu socio-économique des familles (CSP et formation des parents), les effets de ségrégation scolaires, ce que l'on appelle les ghettos scolaires. Cet effet expliquerait que les écarts entre compétences scolaires qui se réduisent au fil de la scolarité à partir du CP et tout au long du primaire, s'amplifient au collège.

Comment sont ressentis par les intéressés les différents éléments relatifs à leur trajectoire scolaire ? A partir de l'enquête Trajectoire et Origine (TeO), les chercheurs Y Brinbaum et J-L Primon se sont livrés à une analyse du sentiment d'injustice, à la fois lors d'interactions verbales, d'orientation, de notation et de sanction. Ils les mettent en relation avec l'origine migratoire. Selon les auteurs, les inégalités d'éducation selon l'origine devraient conduire à poser la question des discriminations, mais le thème reste peu exploré au niveau statistique, et les données rares. De plus la mesure de la discrimination nécessiterait la mise en place de dispositifs spécifiques (comme le testing sur le marché du travail). Devant ces difficultés, ils utilisent une analyse de la discrimination ressentie. Sachant que les enregistrements statistiques du ministère de l'Education Nationale ne portent pas sur la discrimination perçue, les auteurs utilisent l'enquête TeO réalisée par l'INSEE et l'INED en 2008, et qui n'a pas été répliquée depuis. L'enquête fournit des données sur les scolarités des descendants d'immigrés d'origines diverses et de migrations récentes (Afrique subsaharienne, Turquie ou Asie du Sud-Est) que l'on peut comparer à des migrations plus anciennes (Afrique du Nord ou Europe du Sud).

Figure n°1. Quatre types d'injustices ressenties à l'école selon la migration des parents, source : TeO France 2008 (en %).



Les résultats (cf. figure n°1) montrent que ce sont d'abord les inégalités d'orientation qui sont dénoncées par les descendants d'immigrés (15%), les autres motifs se situant dans une fourchette de 8 à 9,5%. Les écarts avec la population native sont d'un facteur 2 (pour les sanctions), et 3 pour l'orientation et la notation, la façon de s'adresser, et même 4 pour la discipline.

Les auteurs de l'étude ont ensuite détaillé les injustices scolaires ressenties selon le pays d'origine et le sexe. En termes d'orientation, le ressentiment est plus fort chez les hommes pour le Maroc et la Tunisie (31%) que pour l'Algérie (22%). L'Afrique centrale, sahélienne ou la Turquie sont à un niveau comparable (30, 29, 30%). Les femmes ressentent moins l'injustice (13 contre 17%), et on ne note pas d'écart entre pays (le niveau fluctue entre 17 et 22%). La discipline et les sanctions sont vécues comme injustes par les hommes issus de l'Afrique sahélienne (22%), Maroc Tunisie ou Afrique centrale (19%), Turquie (18%), mais un peu moins en Algérie (15%). Les femmes ressentent en moyenne deux fois moins l'injustice (5% contre 11%). Dans tous les cas, les personnes issues d'Asie ne vivent pas de frustration scolaire d'intensité comparable pour l'orientation (respectivement hommes femmes : 9 et 7%), ou pour la discipline (respectivement 8 et 1%). Ils s'approchent des personnes de l'UE (respectivement pour l'orientation 4 et 8%, pour la discipline 4 et 2%).

Les expériences de discrimination scolaire ressenties sont imputées par les répondants à l'origine ou à la couleur. Cette explication est particulièrement prégnante chez les descendants d'immigrés du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et de Turquie en comparaison des descendants d'immigrés européens pour des raisons tenant probablement à la visibilité de ces groupes minoritaires. Il reste que les hommes se sentent plus concernés par la discrimination que les femmes, ce qui relève d'une autre explication.

Interprétation. Il faut préciser que la description des injustices ressenties est de nature rétrospective puisque les personnes interrogées ont quitté le système scolaire. Les questions posées concernent l'ensemble de la scolarité en France et leur formulation ne permet ni de préciser le niveau scolaire, ni le moment précis ni même le type d'orientation où surviennent ces traitements que les jeunes perçoivent comme injustes. Quelles conclusions tirer de ces résultats ? D'abord, on doit souligner que les facteurs de la discrimination, d'une part, et de sa perception, d'autre part, ne semblent pas être les mêmes. La faible influence des origines sociales et du niveau scolaire des parents sur la discrimination perçue est un résultat qui interroge. Les sociologues de l'éducation ont montré que ces variables expliquent les inégalités d'éducation - au point même d'effacer les effets apparents des origines. Pourtant, elles n'organisent pas l'expérience subjective des injustices. Il ne faudrait pour autant pas négliger les effets de ces injustices ressenties : les personnes qui les ressentent ne sont que 76% à faire confiance à l'école contre 87% en moyenne. On est en 2015 dans une situation qui ne correspond pas à celle que Valérie Caillet constatait en 2006, suivant laquelle les élèves continuent à croire à une école juste en dépit des injustices subies¹. Ensuite, un point en particulier est avancé pour expliquer la discrimination perçue dans ses différentes dimensions (d'interactions verbales, d'orientation, de notation et de sanctions). Le sentiment d'injustice est statistiquement lié au processus d'orientation scolaire, dont les effets se diffuseraient vers les autres facettes de l'expérience scolaire. En effet, les « orientations contrariées » dans les filières professionnelles, voire au niveau des spécialités professionnelles, sont plus nombreuses parmi ces groupes des descendants d'immigrés, et en particulier les garçons. On rapprochera cette frustration à la place faite à l'expression des choix individuels : plus l'école incite à former des projets individuels, plus l'impossibilité de les réaliser peut être vécue comme un échec et une source d'injustice. On notera enfin la particularité des descendants de familles asiatiques qui tranchent avec les groupes issus de migrations extra-européennes, toutes choses égales par ailleurs. Les facteurs culturels, très débattus, sont probablement une partie de l'explication à ne pas négliger.

¹ Valérie CAILLET(2006) Sentiment d'injustice et violence scolaire, Spirales-Revue de Recherches en Éducation, n°37 : 63-71

Références : Enquête TeO, Insee-Ined, France 2008

Source : Yaël Brinbaum et Jean-Luc Primon (2013) Parcours scolaires et sentiment d'injustice et de discrimination chez les descendants d'immigrés, ÉCONOMIE ET STATISTIQUE, n° 464-465-466.

L'enquête TeO contient plusieurs questions permettant de saisir rétrospectivement l'expérience scolaire des personnes. Les questions renvoient donc au traitement des élèves par l'institution scolaire et au respect des règles d'égalité et de non-discrimination. Ces questions se réfèrent à des événements précis : l'orientation scolaire, la notation, la discipline, les modes d'interpellation. Les quatre dimensions retenues ont été renseignées à l'aide des questions suivantes : « personnellement, pensez-vous avoir été traité différemment des autres élèves ? » : « lors des décisions d'orientation », « dans la notation », « dans la discipline et les sanctions », « dans la façon de s'adresser à vous ». Les modalités de réponse étaient les suivantes : « mieux traité(e) / pareil / moins bien traité(e) ». Les personnes déclarant un traitement différent des autres élèves sont ensuite interrogées sur les critères de différenciation, avec une liste de six motifs : sexe, état de santé ou handicap, couleur de peau, origines ou nationalité, façon de s'habiller, âge et une modalité « autre » qui est alors précisée dans une question ouverte. L'enquête TeO a été réalisée entre septembre 2008 et février 2009 par les enquêteurs de l'Insee auprès d'environ 22 000 personnes âgées de 18 à 60 ans, vivant dans un ménage ordinaire en France métropolitaine en 2008. Pour les descendants d'un immigré ou d'un parent né dans les Dom, le champ représentatif de l'enquête est limité aux individus âgés de 50 ans au plus.

L'analyse porte uniquement sur les jeunes âgés de 18 à 35 ans en 2008, ayant effectué toute leur scolarité en France et ayant fini leurs études en 2008, soit un échantillon de 4 934 personnes.

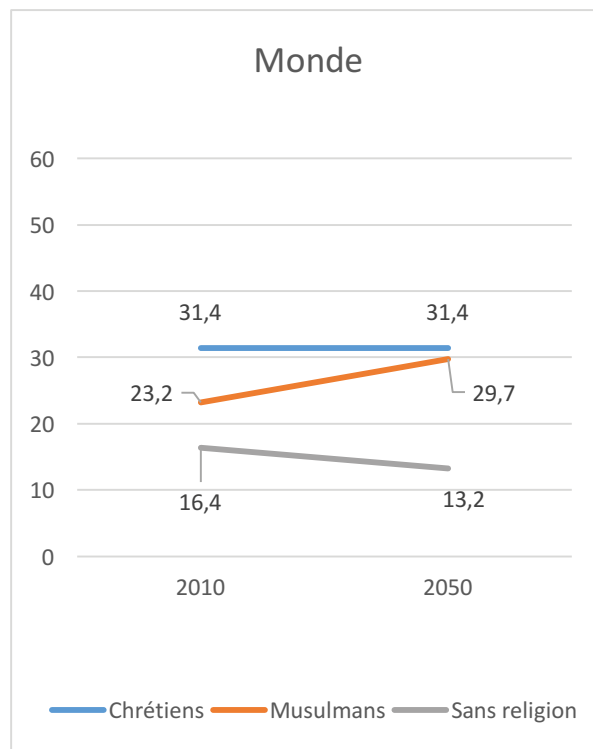
LES DIMENSIONS DE L'ATTACHEMENT À L'ÉCOLE

En France et en Europe, elle constitue un enjeu politique de premier plan. Elle est l'objet de vifs débats politiques, notamment parce que la religion musulmane en Europe est liée à l'histoire migratoire récente. Certains universitaires (comme Bernard Lewis), journalistes ou hommes politiques mettent l'accent sur les changements dans la composition ethnico-religieuse, et font des pronostics sur l'avenir de l'Europe.

À partir d'études et recherches recensant les populations et disposant d'informations sur leur rapport à la religion (le fait d'en avoir une ou non, et si oui indiquant quelle est la dénomination auxquelles les personnes se rattachent), une équipe pluri-disciplinaire (démographe, spécialiste des religions, de santé publique et en modélisation) travaillant dans le cadre des instituts PEW et TEMPLETON, a réalisé des projections de la taille et la proportion des groupes religieux à l'aide d'outils standards de projection démographique. La place des différentes religions dans le monde a été présentée (cf. fiche n°26). Ici, nous abordons la question du point de vue régional et national (pour la France).

En retenant les trois principales croyances dans le monde en 2015 et en faisant de même en France, on remarque la spécificité du contexte national (cf. figure n°1A et 1B). En effet, tandis qu'au niveau mondial catholiques, musulmans et athées représentent un peu plus de 70% de la population, en France ils pèsent 88,5% en 2015. La diversité religieuse est donc moindre en France. Les tendances mondiales montrent une croissance rapide de l'islam qui se place presque au même niveau que le christianisme en 2050 (et au-dessus à partir de 2070), une diminution de celle des chrétiens (dont la proportion stagne) tandis que celle des sans religion régresse. Il en va tout autrement en France (cf. figure n°1B) : les chrétiens sont en perte de vitesse marquée (moins 46%) au profit des musulmans (un groupe qui progresse nettement de près d'un quart de 7,5 à 10,9%) tout en restant très minoritaire, et des « sans religion » qui deviennent le groupe principal (passant de 28 à 44,1%, soit plus d'un tiers).

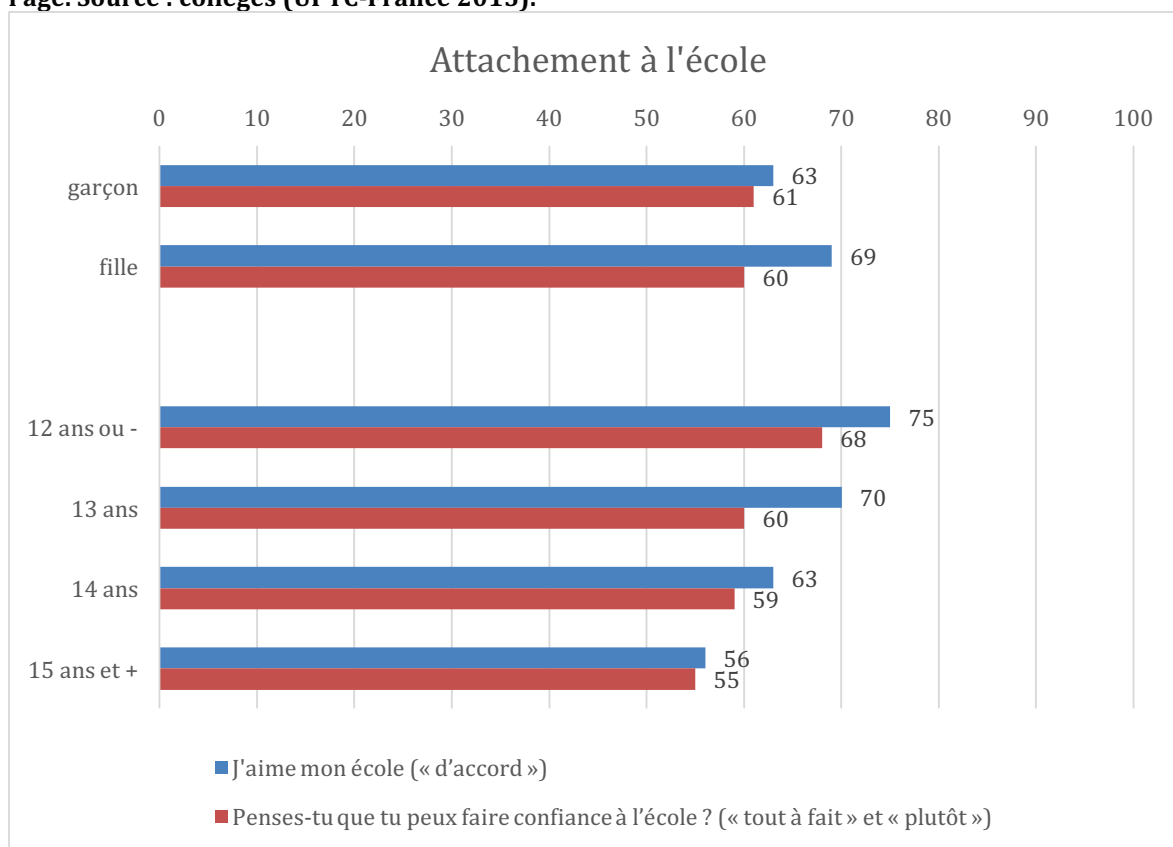
Figures n°1. L'évolution de la population mondiale 2010-2050 pour les trois principales religions dans le monde (PEW, 2015).



(40%) ou le secteur commercial (les magasins : 38%). Nous ne disposons pas d'une question comparable à celle qui a été posée dans l'enquête TeO (cf. fiche n°28), laquelle ne trouvait rétrospectivement qu'environ 5 à 15 % des jeunes adultes pour dire avoir vécu des injustices à l'école. Mais, les chiffres que nous obtenons laissent penser que sur le vif, pendant la scolarité, les frustrations par rapport à l'égalité scolaire sont bien plus vives qu'estimées *a posteriori*.

Certains jugements sur l'école varient suivant l'âge et le sexe des adolescents de manière assez nette. Alors que ce n'est pas le cas pour le sentiment d'être moins bien traité que les autres, on observe une nette différence au fil de l'avancée de la carrière scolaire, les plus jeunes émettant des jugements plus positifs par exemple sur le fait « d'aimer » ou de « faire confiance » à l'école (cf. figure n°2). Suivant les mesures retenues, les filles sont plus positives que les garçons (aimer l'école, croire à la sincérité des enseignants) ou bien à un niveau proche (faire confiance), mais jamais inférieur. D'une manière générale, leur attachement subjectif à l'école est plus fort.

Figure n°2. « J'aime mon école » (accord) et « faire confiance à l'école » (accord) suivant le sexe et l'âge. Source : collèges (UPYC-France 2015).



Les variables qui déterminent la réussite scolaire (le milieu socio-économique des parents, le niveau d'étude, la richesse du quartier de résidence et donc la composition des établissements) n'ont pas d'effet marqué sur les appréciations portées sur l'école. Certes, on va observer des variations de quelques points de pourcentage entre les différentes catégories d'adolescents (par exemple, si l'on réside en HLM on aime l'école à 61%, si la mère n'a pas le niveau scolaire du bac à 61% contre 66 en moyenne dans l'échantillon ; si l'on réside en HLM on fait confiance à l'école à 55%, si la mère n'a pas le niveau scolaire du bac à 56% contre en moyenne 61% dans l'échantillon). Mais, ces écarts restent fort modestes. Chez les adultes, selon l'enquête TeO, les estimations rétrospectives de l'expérience de la discrimination à l'école n'étaient pas non plus fortement liées à ces caractéristiques (cf. fiche n°11).

Interprétation. Si l'école ne fait pas l'objet de formes collectives de contestation dans ses murs, sans doute parce que les élèves ne savent pas s'organiser ou que l'établissement scolaire ne favorise pas l'expression des mécontentements par un système de représentation, il reste que les adolescents ont, au

total, une opinion assez mitigée de l'école. Si elle rassemble toujours une majorité d'opinions favorables, elle n'en laisse pas moins un ensemble très large (environ 40%) peu convaincus voire franchement sceptiques sur leur expérience scolaire. Un pourcentage comparable se dit même victime d'un traitement défavorable. On sera frappé par le fait que l'enseignant n'est pas une personne qui compte (pour presque la moitié des élèves), mais plutôt une personne comme une autre et à qui il n'est donc pas reconnu de qualité spécifique, un résultat qui fait écho aux travaux de Valérie Caillet qui rappelait que les collégiens peuvent aller jusqu'à ignorer le nom de leurs professeurs « sauf les plus terribles »¹. Si l'école est vue comme une antichambre de l'exercice à la fois d'un métier, mais également de la citoyenneté, on peut s'interroger sur l'effet de la socialisation dans le cadre principal qui déborde le groupe primaire (que constitue la famille et également le petit groupe des proches et des copains). Ce scepticisme est un peu plus appuyé dans les segments défavorisés, mais il les déborde très largement, faisant de l'école une organisation qui souffre d'une désaffection de ses usagers dans tous les milieux sociaux. Ses fondations sont fragiles alors qu'elle ambitionne de permettre le développement du citoyen. Et les conséquences peuvent être lourdes si la confiance plus générale des jeunes dans la collectivité politique et dans l'Etat se construit à partir des expériences sensibles au contact des premières lignes des administrations.

Les questions de sondage

Questions (modalités): J'aime mon école (« d'accord »), Penses-tu que tu peux faire confiance à l'école ? (« tout à fait » et « plutôt »), Les professeurs nous apprennent à penser librement, Ce que pense de toi ton enseignant préféré est important pour toi (« tout à fait » et « plutôt »), Les jeunes comme toi sont moins bien traités à l'école (d'accord), Mes cours sont intéressants (« tout à fait » et « plutôt »).

Méthodologie du sondage

UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches-du-Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

UPYC a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

¹ Suivant l'expression d'un élève de 4^{ème} cf. Valérie CAILLET (2006) Sentiment d'injustice et violence scolaire, *Spirales- Revue de Recherches en Éducation*, n°37 : 63-71.

Fiche 13

L'ÉCOLE ET LA VISION DU MONDE : LA CONFIANCE VIS-À-VIS DE L'ENSEIGNEMENT CHEZ LES COLLÉGIENS

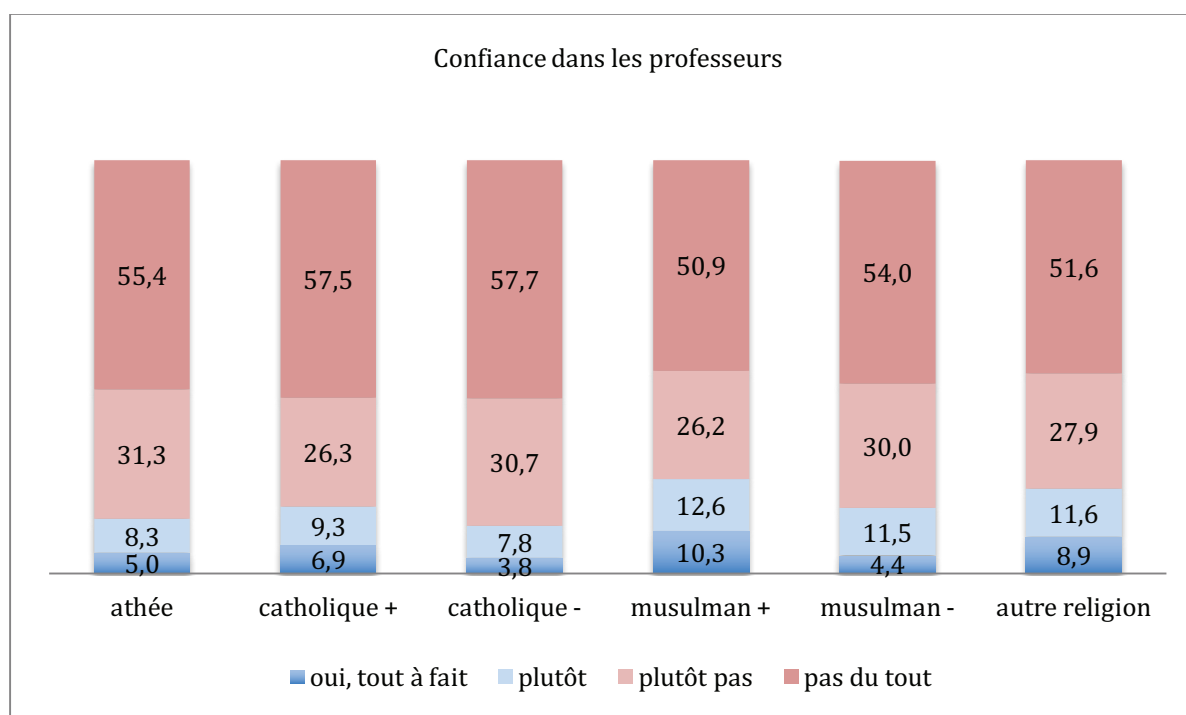
Comment les adolescents perçoivent-ils l'école ? Leur vision du monde (athée ou religieuse) et leur religiosité (l'importance qu'ils donnent à leur foi) expliquent-elles la manière dont ils vivent leur trajectoire scolaire ? Nous allons regarder si le crédit qu'ils portent aux enseignants et à certains enseignements scientifiques est affecté par leurs croyances.

Le projet international UPYC (*Understanding and Preventing Youth Crime*) nommé « Les adolescents et la loi » a été déployé en France, dans les Bouches-du-Rhône d'avril à juin 2015. L'enquête porte sur tous les collégiens du département. L'ensemble de ces questions a été posé à un important échantillon qui représente les collèges publics et privés sous contrat. Les adolescents sont organisés en six catégories. D'une part, on sépare les athées, d'autre part les élèves qui disent avoir une religion. D'autre part, pour les deux principales religions, on distingue les jeunes les plus affirmés (+) et les moins affirmés (-), en fonction de l'importance qu'ils accordent à leur religion dans la vie quotidienne.

Nous avons vu que les collégiens mettent peu en cause les motivations des enseignants, ils adhèrent à 80-85% à l'idée que l'école est un lieu où l'on apprend à « penser librement », et qu'on ne cherche pas à « enseigner des choses fausses » (cf. fiche n°12). La prise en compte de la vision du monde introduit des écarts entre groupes (cf. figure n°1).

Les adolescents qui expriment le plus de doutes sont ceux dont la foi est la plus affirmée. Ainsi, les musulmans affirmés (+) sont environ un cinquième (22,9%) à douter des intentions des professeurs, suivis des catholiques affirmés (+) pour 16,2% d'entre eux. Ceux qui ont le plus confiance dans ce qu'on cherche à leur enseigner sont les athées, seuls 13,3% exprimant des doutes. Entre les groupes les plus distants, les écarts sont presque du simple au double.

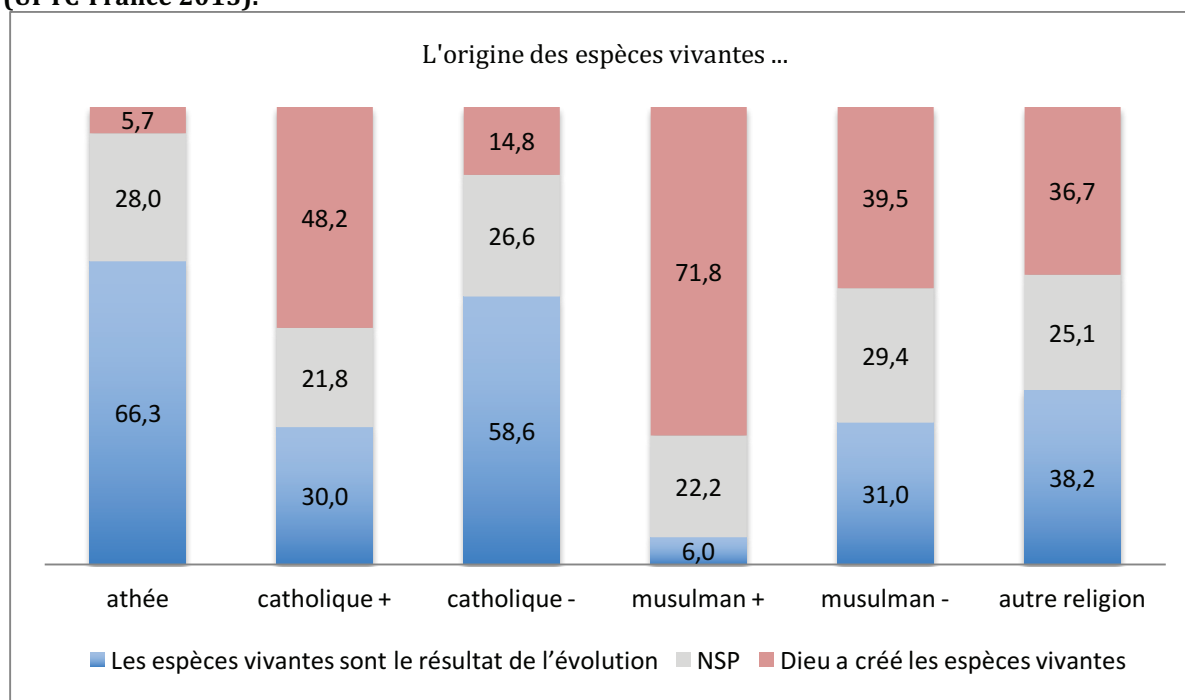
Figure n°1. « A l'école, les professeurs cherchent parfois à nous enseigner des choses fausses » suivant la vision du monde. Source : collèges (UPYC-France 2015).



Mais, certains aspects particuliers de l'enseignement clivent bien plus. C'est en particulier le cas des cours de science de la vie et de la terre (biologie) qui portent sur l'origine de la vie. Concernant les espèces

vivantes, les adolescents pouvaient dire s'ils pensaient qu'elles sont le résultat de l'évolution, que dieu les a créées ou bien qu'ils ne savent pas vraiment (et enfin de ne pas répondre du tout à la question bien sur).

Figure n°2. « A ton avis», L'origine des espèces suivant la vision du monde. Source : collèges (UPYC-France 2015).



Une partie non négligeable des élèves du collège dit ne pas savoir et préfère ne pas s'exprimer, entre 22 et 29% d'entre eux suivant les croyances (il ne s'agit pas de « non réponse », les élèves ont coché la case « je ne sais pas »). Les athées sont presque tous d'accord avec l'idée que les espèces vivantes évoluent, seuls 5,7% ne le croient pas (cf. figure n°2). Les catholiques peu affirmés sont le triple, 14,8%, tandis que les plus croyants refusent l'évolution pour 48,2% d'entre eux. Chez les musulmans les résultats sont plus marqués encore : 39,5% des moins impliqués dans leur foi rejettent l'idée de l'évolution des espèces, et pour les plus croyants c'est 71,8% qui s'y opposent. On peut conclure, sachant que l'essentiel des musulmans sont classés dans cette sous-catégorie selon la typologie construite, que la très grande majorité rejette le contenu de cet enseignement.

Interprétation. Les élèves dont la vision du monde ne fait pas de place à dieu (les athées) ou ceux qui ont une religion mais sont les plus sécularisés (les catholiques peu affirmés) sont plus prompts à penser que les enseignants ne cherchent pas à leur enseigner des choses fausses, et, surtout, ne rejettent pas la connaissance scientifique. Leur vision du monde est la plus en phase avec celle qui est portée par l'école. Pour les élèves qui ont une religion, on note que lorsque leur foi s'affirme, ils se sentent plus mal à l'aise à l'école, ont l'impression qu'on peut parfois les tromper. Surtout, ils rejettent plus souvent les résultats de la science lorsque ces derniers entrent en conflit avec leurs convictions. Chez les musulmans, l'effet est le plus marqué. En effet, seuls 6% d'entre eux pensent que l'évolution est le moteur de la vie. Le sujet des relations entre science et éducation a pris une tournure politique après les attentats de Paris en janvier 2015. Le « livret laïcité » élaboré par le ministère de l'Education Nationale et distribué aux équipes éducatives en 2015, préconise d'éviter la confrontation entre discours religieux et savoir scientifique. Si l'intention de ne pas cliver les groupes religieux est compréhensible, elle pose des problèmes conséquents car elle met sur le même pied la révélation anhistorique de la vérité, telle que consignée dans un texte sacré, et la production de la connaissance par la recherche, c'est-à-dire l'exercice de l'esprit critique et la recherche de preuves. Ainsi, l'évolution biologique est mise en cause non pas sur la base d'arguments scientifiques mais parce qu'elle porte atteinte aux sentiments religieux. La coexistence d'individus de croyances différentes est la forme ordinaire des sociétés modernes, en particulier dans les grandes métropoles. Et le modèle français se veut celui d'une neutralité de l'Etat par rapport aux cultes. Mais, comme l'indiquaient les universitaires Laurent Bouvet et André Grjebine (*Le Monde* du 27/10/2015), il paraît difficile de maintenir une culture scientifique en plaçant sur le même plan les affirmations

prétendant être la voix divine, immuables et irréfutables, et les découvertes issues de travaux scientifiques qui confirment les hypothèses de Charles Darwin. Quel serait, dans ce cas, le rôle de l'enseignant ? Et quel serait le statut de la connaissance scientifique, quelle serait son indépendance, si elle devait recevoir une consécration religieuse pour être recevable ? On notera enfin le lien qui est fait entre science et droits de l'Homme par la résolution 1580 du Conseil de l'Europe de 2007. Elle rappelle que « *le refus de toute science constitue certainement l'une des menaces les plus redoutables pour les droits de l'homme et du citoyen* »¹. Ces résultats poussent à s'interroger plus avant sur les raisons du rejet de l'enseignement scientifique chez les collégiens, sur les moteurs qui alimentent dans une population jeune la formation de telles opinions.

Les questions de sondage

Question : « A l'école, les professeurs cherchent parfois à nous enseigner des choses fausses » ?

Question : « A ton avis», « les espèces vivantes sont le résultat de l'évolution », « dieu a créé les espèces vivantes », « je ne sais pas ».

Méthodologie du sondage

UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches-du-Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

UPYC a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

¹ <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=17592&lang=FR>

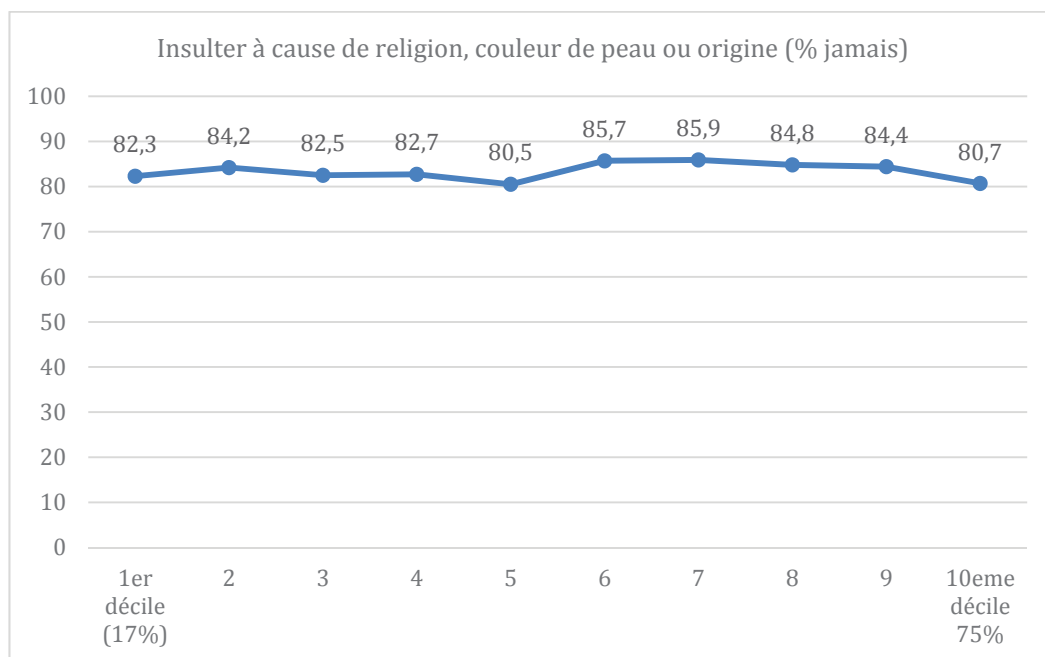
POURQUOI LES ADOLESCENTS JUSTIFIENT-ILS LA VIOLENCE ETHNIQUE ET RELIGIEUSE : UN EFFET SCOLAIRE ?

Des tensions ethniques et religieuses se sont manifestées en France. Dans leur forme extrême il s'agit de violences commises contre des personnes pour le seul motif qu'elles appartiennent à un groupe social (une nation, une ethnie, une religion, un groupe linguistique, ou même leurs orientations sexuelles). La criminologie parle de « crimes de haines », en référence au fait que le motif est la détestation d'un groupe. Différents travaux récents en Europe ont montré que les groupes confessionnels n'ont pas tous la même tolérance pour ceux qui ne partagent pas leurs croyances, et que certains groupes ethniques et religieux sont particulièrement mis à l'index (en particulier les juifs). Ces travaux portent sur les préjugés vis-à-vis de groupes sociaux, et sont conduits sur la population adulte, comme ceux de Rood Kupmans (cf. fiche n°5 rapport 1).

Les études sur les adolescents en France sont moins nombreuses, sinon absentes, sur cette thématique. Le projet international UPYC (*Understanding and Preventing Youth Crime*) aussi nommé « Les adolescents et la loi » a été déployé en France, dans les Bouches-du-Rhône d'avril à juin 2015, dans un contexte postérieur aux attentats de janvier de la même année à Paris, mais avant l'attaque du Bataclan.

L'étude s'est intéressée à la justification de la violence sur la base d'une appartenance collective, au premier rang desquelles la religion et la couleur de peau. Les collégiens étant les sujets de ce travail, il a tenté de vérifier si des effets scolaires pouvaient alimenter ou freiner la justification de la haine. L'interrogation a été transposée dans le contexte ordinaire de vie des jeunes, et la violence dont il s'agit ici est l'insulte. Elle n'est donc que verbale. Cette limitation ne signifie pas que cette violence n'est pas très vivement ressentie, surtout si l'identification de la personne à un groupe social est très forte.

Figure n°1. « Pour des jeunes comme toi, est-ce que ces actes peuvent se justifier ? : Insulter volontairement quelqu'un à cause de sa religion, de la couleur de sa peau ou de son origine » (jamais, rarement, parfois, toujours) suivant le taux de ségrégation ethnique du collège. Source : collèges (UPYC-France 2015).

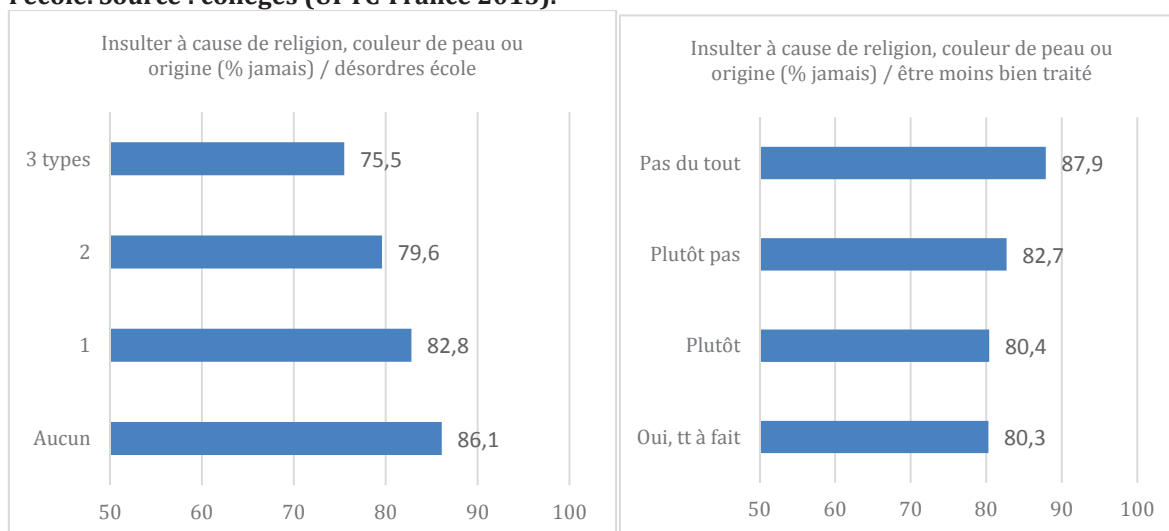


Le contexte scolaire est ici caractérisé par le degré de ségrégation scolaire des établissements. Pour chaque collège, le pourcentage d'adolescents d'origine étrangère a été calculé. Un adolescent a une origine étrangère si au moins un de ses deux parents est né dans un autre pays que la France. Les établissements

ont ensuite été répartis en 10 tranches égales (des déciles). Le plus faible taux est celui du 1^{er} décile (17 % et moins), et le plus fort le 10^{ème} décile (75% et plus). La mixité est donc la plus forte dans les tranches intermédiaires.

Les résultats (cf. figure n°1) montrent que la ségrégation scolaire n'est pas associée à une plus grande justification de la violence, ni d'ailleurs à une moindre différence. Tous les déciles affichent des valeurs qui sont comprises entre 80,5 et 85,9%. Et, les positions centrales, les plus mixtes sont de 80,5 et 85,7% de collégiens qui répondent que la violence est injustifiable, et ne montrent donc aucun effet « protecteur » ou bénéfique. Les positions extrêmes (ségrégation « blanche » au décile 1 versus « non blanche » au décile 10) sont très proches (82,3 et 80,7%), ne montrant aucun effet d'aggravation.

Figure n°2. « Pour des jeunes comme toi, est-ce que ces actes peuvent se justifier ? : Insulter volontairement quelqu'un à cause de sa religion, de la couleur de sa peau ou de son origine » (% jamais, rarement) suivant les désordres à l'école, et suivant le sentiment d'être moins bien traité à l'école. Source : collèges (UPYC-France 2015).



D'autres conditions scolaires sont, en théorie, à même d'influer sur les attitudes des adolescents, et notamment le climat scolaire (mesuré par l'observation de trois types de désordres à l'école : vandalisme, trafics et bagarres), et le sentiment d'avoir ou sa place à l'école (mesuré par une question sur le traitement ressenti). Le climat scolaire, s'il est dégradé, peut se manifester par des désordres nombreux et un sentiment que les règles de vie en commun ne sont plus défendues, dans le fil de théories comme celles dites de « la vitre brisée ». Dans ce cas, un sentiment de chacun pour soi, et de liens avec les groupes de personnes qui « nous ressemblent » pourraient se développer. Les résultats (cf. figure n°2 à gauche) valident une telle dynamique. Le pourcentage d'adolescents qui se refusent à justifier la violence diminue bien sous l'effet de l'accroissement des désordres à l'école. Mais, l'effet est au total significatif, mais assez contenu (10,6 points).

La seconde hypothèse tiendrait au fait que les adolescents développent un ressentiment, et que cette frustration se traduise par une légitimation de l'agression vers les boucs émissaires, comme dans le modèle dit « frustration-agression » développé par les psychologues sociaux depuis les années soixante. Les résultats valident une telle idée : un adolescent est d'autant plus disposé à la violence contre les autres du fait de leur religion et leur couleur de peau qu'il se sent lui-même « moins bien traité » par l'école.

Interprétation. L'idée que la violence est acceptable contre des personnes au simple motif de leur religion, leur origine ou leur couleur de peau est affectée par l'expérience scolaire des adolescents. Mais, contrairement à l'idée qui voudrait que la mixité sociale serait un facteur de paix entre les groupes, celle-ci ne semble avoir aucun effet. On ne constate pas d'effet « inter-établissement », de différence entre établissements suivant qu'ils sont socialement mixtes ou non. L'explication est donc celle d'une indifférence à la composition ethnique, et au sentiment qui aurait pu se développer d'être mis à l'écart dans un collège « garage » réservé aux minorités, ou de se trouver un dans un collège « blanc » et mépriser

les groupes minoritaires. Les effets de l'école existent, mais reposent sur d'autres éléments de l'expérience au collège, et notamment des désordres fréquents (un phénomène bien plus accentué dans l'enseignement public que privé), et le sentiment d'être discriminé. Les explications de la justification de la violence relèvent donc plutôt d'un effet du manque de défense des règles collectives et de la qualité de l'espace scolaire, et de la place de l'élève par rapport aux autres élèves du même collège, telle qu'il peut la constater dans son propre établissement. Ceci est probablement dû au fait que ce sont les interactions dans son collège entre élèves, d'une part, et entre élèves et enseignants, d'autre part, au quotidien qui structurent ses représentations.

Les questions de sondage

Question : « Est-ce que tu crois que dans la vie de tous les jours, les jeunes comme toi sont moins bien traités que les autres ?... à l'école » (Oui tout à fait, plutôt, plutôt pas, pas du tout).

Question : Index des désordres perçus à l'école (nb de types, de 0 à 3) calculé à partir de la présence déclarée par l'adolescent de bagarres, vandalisme, drogue « dans mon école ».

Question : « Pour des jeunes comme toi, est-ce que ces actes peuvent se justifier ? : Insulter volontairement quelqu'un à cause de sa religion, de la couleur de sa peau ou de son origine » (% jamais, rarement *versus* quelquefois, toujours)

Méthodologie du sondage

UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

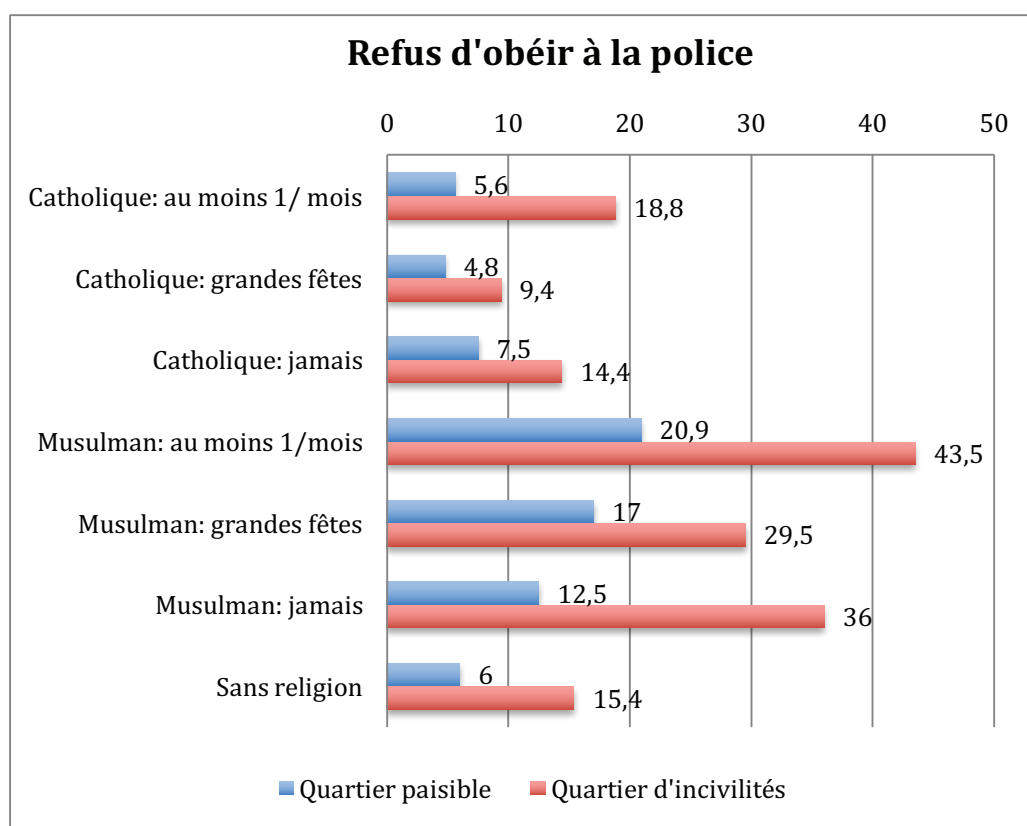
Polis a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

LES ADOLESCENTS, L'OBÉISSANCE À LA POLICE ET LA PARTICIPATION AUX ÉMEUTES (LYON, GRENOBLE)

La légitimité des organisations publiques se mesure par la reconnaissance de leur droit moral à contraindre, qui ne se confond pas avec le cadre juridique. La légitimité de l'ordre social dépend à la valeur qu'on attribue à cet ordre, et le fait d'envisager ou non de se joindre à des formes collectives de lutte et de destruction indique la reconnaissance de cette légitimité.

Dans l'enquête « Polis », conduite par le CNRS, on utilise une mesure de la « qualité du quartier » dans lequel les adolescents vivent. Cette qualité est estimée par la fréquence des désordres et incivilités qu'ils constatent sur divers aspects. On sait par les enquêtes « conditions de vie des ménages » de l'Insee que les désordres perçus sont très liés à la richesse et la localisation des zones de résidence, et que les zones HLM hors centre-ville (les « banlieues ») sont particulièrement concernées. L'intérêt de prendre une mesure du contexte de vie tient au fait que des sous-cultures de quartier se développent en fonction des populations résidentes, et donc que les adolescents sont influencés par elles, quel que soit leur statut socio-économique. Par exemple, le fait qu'il y ait des groupes d'adolescents qui « tiennent les murs », d'autres qui développent un commerce illégal va contribuer à socialiser les jeunes. Les quartiers sont ici classés en quatre classes, réduites ici à deux pour la simplicité de lecture : ceux qui se situent au-dessous du score moyen de désordre (quartiers paisibles), et ceux qui se situent au-dessus (quartiers d'incivilités).

Figure n°1. « Il faut obéir à la police dans tous les cas » (% d'adolescents « pas du tout d'accord »), suivant le type de quartier et l'intégration religieuse. Source : Adolescents collège et lycée, (Polis-France 2012).



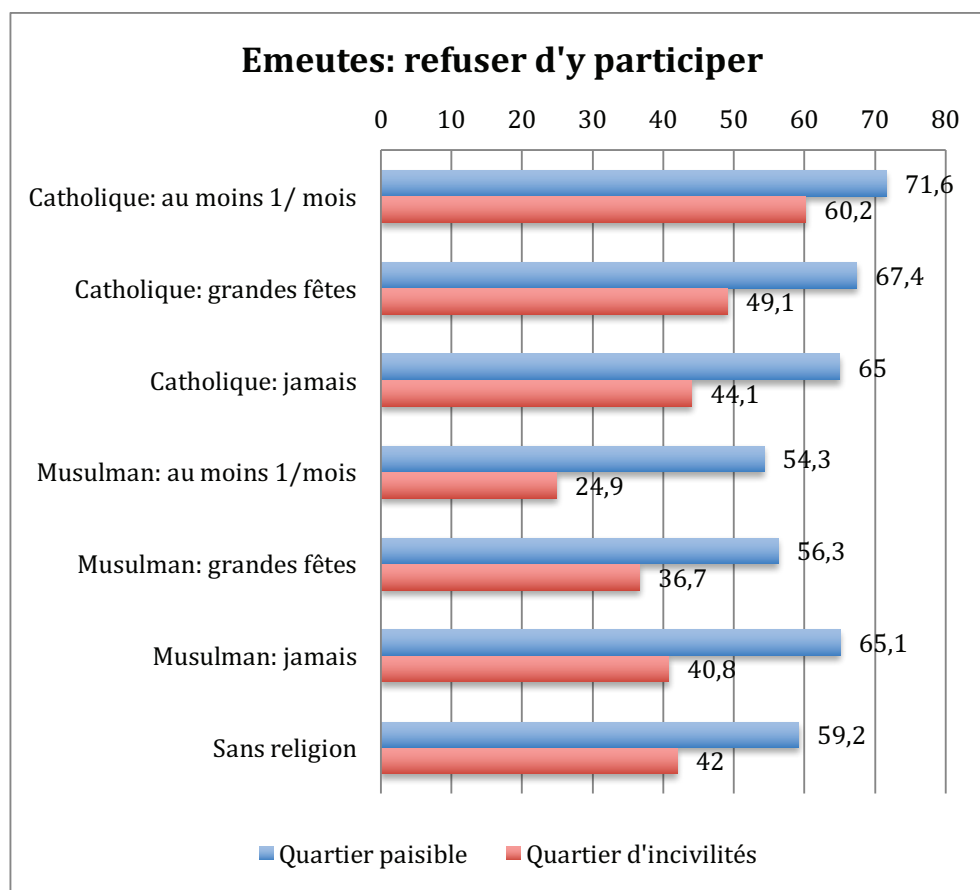
La relation à la religion est prise en compte d'abord par le fait de se dire avoir une religion ou non, et nous appelons athées (sans dieu) ceux qui disent « non » ; puis nous avons retenu les deux principales religions : la musulmane et la catholique, et pour chacune nous avons classé les adolescents suivant la

fréquence de leurs pratiques de participation à une cérémonie : jamais, uniquement pour les grandes fêtes, au moins une fois par mois.

La figure n°1 montre l'existence des deux effets : celui des conditions de vie et celui du rapport à la religion. Le refus marqué de l'obéissance (« pas du tout » obéir) n'est pas majoritaire. Mais il engage une bonne partie des jeunes. Pour tous les adolescents, le fait de vivre dans un quartier paisible (peu marqué par des signes du désordre) est associé avec une forte légitimité de la police. Cette situation se détériore avec l'apparence du quartier. S'il est touché par les incivilités, les adolescents envisagent nettement plus souvent de refuser de lui obéir (entre + 5 et +22 points de pourcentage suivant les cas). L'effet « quartier » est donc clair.

Qu'en est-il de l'effet de la religion ? Dans les deux types de quartier, les jeunes sans religion et les catholiques partagent des niveaux de refus d'obéir proches, et faibles. Dans les quartiers paisibles, ils sont entre 4,8 et 7,5% à prendre une posture de défi. La situation se corse en contexte d'incivilités, puisqu'ils sont alors entre 9,4 et 18,8% à le faire. Les jeunes catholiques, dans ces mêmes quartiers, refusent à peine peu plus nettement d'obéir s'ils sont pratiquants (18,8%) que s'ils ne pratiquent jamais (14,4%). Les jeunes musulmans, dans les deux contextes, refusent plus nettement de reconnaître la légitimité de la police et le font d'autant plus qu'ils pratiquent leur religion. Ainsi, dans les quartiers d'incivilités, près de la moitié (43,5%) des jeunes pratiquants ne sont pas du tout d'accord avec l'idée qu'il faut obéir à la police. C'est le double des catholiques pratiquants et le triple des athées. Même dans les quartiers paisibles, les musulmans pratiquants sont 20,9% à dénier leur légitimité à la police, presque le double des musulmans qui ne pratiquent jamais.

Figure n°2. « En cas d'émeutes, j'y participerai » (pourcentage d'adolescents « pas du tout d'accord ») suivant le type de quartier et l'intégration religieuse. Source : Adolescents collège et lycée, (Polis-France 2012).



Le fait d'envisager de participer à des émeutes (cf. figure n°2) suit une logique d'ensemble comparable. L'effet quartier est net. L'effet du rapport à la religion également (même s'il est moins marqué chez les

musulmans). Le fait de s'imaginer, non pas une simple attitude de refus d'obéir, mais de s'impliquer dans des actes violents (une émeute), modifie la logique des réponses. Dans les quartiers paisibles, les jeunes athées, et catholiques ou musulmans non pratiquants sont à des niveaux proches de refus de l'envisager (42, 40,8 et 44,1%). Mais, toujours dans les quartiers paisibles, tandis que le taux de refus de l'émeute augmente avec l'intégration religieuse des catholiques (de 44,1 à 60,2%), il diminue avec celle des musulmans (de 40,8 à 24,9%). Le même phénomène est à l'œuvre dans les quartiers d'incivilités (respectivement de 65 à 71,6 et de 65,1 à 54,3).

Interprétation. Au plan théorique, on peut discuter de la prééminence d'une explication sur l'autre : matérialiste (par les conditions de vie) ou plus spirituelle (par les inscriptions dans des collectivités de foi). Mais, ces explications de la légitimité ne sont pas nécessairement concurrentes empiriquement : il est très possible qu'elles se combinent. Ainsi, les cas suivants existent tous : on peut être musulman et vivre dans un quartier riche ou pauvre, et catholique ou incroyant pareillement. L'influence du fait de vivre dans un quartier défavorisé est vérifiée. Les adolescents estiment la légitimité de la police et de l'ordre social en fonction de leurs conditions de vie : les personnes plus favorisées sont plus satisfaites de leurs conditions de vie, et donc plus légitimistes par rapport à la police ou à l'ordre social. Pour autant, cela n'épuise pas l'explication. D'autres facteurs renvoient à l'appartenance à des groupes et à des croyances. La pratique religieuse des catholiques n'a guère d'effet sur la désobéissance, et renforce l'idée de ne pas être violent. La pratique des musulmans est associée à plus de défiance, et augmente l'intention de participer à une émeute. L'explication est que, pour les derniers, la religion joue un rôle d'attachement à leur groupe de foi, mais pas de pont vis-à-vis de l'ordre social général et de la force chargée d'appliquer les lois.

Les questions de sondage

Question : « Il faut obéir à la police dans tous les cas », (« tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « plutôt pas d'accord », et « pas du tout d'accord »).

Question : « En cas d'émeutes, j'y participerai » (« tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « plutôt pas d'accord », et « pas du tout d'accord »),

Méthodologie du sondage

POLIS est une recherche portant sur les relations entre les jeunes et les institutions, en particulier la police et l'école.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre septembre et novembre 2012. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 13 à 18 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les agglomérations de Grenoble et de Lyon. L'échantillon est représentatif des deux agglomérations et un peu plus de 13 500 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

Polis a été financée par l'ANR et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

Pour une analyse approfondie de ces résultats, voir Sebastian Roché, « De la police en démocratie » (Grasset, 2016).

WWW.

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MILLENAIRE3.

COM

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03